
HISTORIA
magazine
Hebdomadaire paraissant le jeudi n° 303 France 3 F
Belgique 30 FB/Suisse 3 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER
LA GUERRE D'ALGÉRIE
L'UNITÉ NATIONALE EST BRISÉE



LES LENDEMAINS DE L'INSURRECTION



Jean FONTUGNE

LA trêve forcée qui avait suivi la crise de la fin du mois de janvier sera de courte durée.

Dès le 2 février 1960, le gouvernement obtient de l'Assemblée nationale des pouvoirs spéciaux pendant un an pour le maintien de l'ordre et la sauvegarde de l'État. Immédiatement des mandats d'arrêt sont lancés contre les organisateurs civils des barricades. Des mesures sont décidées dans l'armée et plusieurs officiers sont mutés.

Enfin, l'exclusion par les partis de la majorité d'un certain nombre de parlementaires ayant pris fait et cause pour les insurgés suivra le remaniement ministériel qui permet d'éliminer ceux qui n'avaient pas caché leur sympathie pour les défenseurs de l'Algérie française.

Certes, tout n'est pas ainsi définitivement réglé et les émeutes d'Amiens rappellent au général de Gaulle que de graves problèmes se posent encore sur le plan social. Mais assuré de l'appui de l'immense majorité de la population métropolitaine, comme il en aura la preuve au cours de sa visite au Languedoc, le président de la République peut se consacrer à nouveau aux affaires internationales et faire avancer sa solution pour l'Algérie.

Le Comité des affaires algériennes récemment créé et directement rattaché à l'Élysée lui permet en effet de suivre désormais au plus près l'évolution de la situation et de l'orienter. Les coups sévères portés à la direction de la Fédération de France du F.L.N. et l'arrestation des militants des réseaux de soutien pour les uns, de trahison pour les autres, ont d'ailleurs affaibli quelque peu l'autorité internationale du G.P.R.A. Ses membres en sont conscients et à deux reprises l'un des principaux dirigeants fera appel à « l'aide des Européens pour édifier en commun la République algérienne » et proposera l'ouverture de négociations.

Sur le plan international, enfin, la France parle désormais avec une autorité accrue. En particulier à la conférence de Genève sur le désarmement alors qu'explose à Reggane la première bombe A.

Dès la fin du mois, le chef de l'État prépare son nouveau voyage en Algérie reporté à la suite des événements du mois de janvier. Dans le même temps, Nikita Khrouchtchev poursuit sa longue visite dans les pays du Sud-Est asiatique, consolidant l'influence déjà grande de l'U.R.S.S. dans cette région du globe appelée à se trouver rapidement au centre des préoccupations du monde libre.

J. F.

Sommaire n° 78 - Historia magazine n° 303

2253	- Le général de Gaulle face à l'insurrection	Ph. Masson
2259	- L'histoire secrète des barricades	M. Sapin-Lignières
2265	- Les parachutistes jouent le jeu...	Denis Baldensperger
2272	- Le F.L.N. ne veut pas du drapeau blanc	A.P. Lentin
2277	- Quel beau voyage nous avons fait !	J.-P. Brésillon
I à VIII	- Courrier des lecteurs	

LE GÉNÉRAL DE GAULLE FACE A L'INSURRECTION



24 JANVIER 1960, un dimanche comme les autres, pour des millions de Français, loin des tumultes d'Alger. En haut lieu, malgré les avertissements des jours précédents, aucune inquiétude spéciale ne semble se manifester. Le premier ministre, Michel Debré, se trouve à Rennes, où il reçoit les dirigeants agricoles des départements bretons. Après l'affaire Pinay, c'est le mécontentement paysan qui préoccupe surtout le gouvernement. Quant au général de Gaulle, suivant une tradition et un rythme bien établis, il achève sa journée à Colombey.

C'est à l'Élysée que les premières inquiétudes se manifestent. Il y a là quelques membres du cabinet et de l'état-major particulier : René Brouillet, Bernard Tricot, deux ou trois officiers. Au début de l'après-midi, les réactions de Challe paraissent « fermes et décisives ». Mais la décision de recevoir Ortiz semble « étrange ». Certains s'interrogent, parlent d'appeler le chef de l'État. On attend encore tandis que la fumée des cigarettes s'épaissit et que l'ombre de la nuit d'hiver s'abat dans la pièce. Finalement, Bernard Tricot insiste, mais Brouillet hésite encore. « Laissons le général se reposer, Challe est parfaitement capable de régler cette affaire tout seul. » Et c'est la fusillade du plateau des Glières, le premier bilan. Il n'y a plus à hésiter. On appelle Colombey. Il est 20 h 40.

A minuit, le général de Gaulle arrive au palais présidentiel, rejoint presque au même moment par Debré, qui a jugé bon de revenir de Rennes par avion, alerté par Alger. A son habitude, le chef de l'État est d'un calme olympien, impérial. Sa maîtrise tranche avec le trouble de ▶

De Gaulle et son épouse. Au soir de la tragique journée du 24 janvier 1960, il se trouvait à Colombey-les-Deux-Églises.





La Dépêche
Quotidienne d'Algérie
NUMÉRO SPÉCIAL
ALGER : Attente angoissée d'une solution susceptible de sauver l'unité française

Dimanche 31 janvier 1960 : septième journée des barricades : « Alger traînait ses flèches, son carquois, son courage, sa jeunesse », écrit J.-H. Poggi dans *la Dépêche quotidienne d'Algérie*. Deux jours plus tôt, de Gaulle avait parlé à la télévision.



◂ Pierre Guillaumat, ministre des Armées, et le général Gambiez, commandant le corps d'armée d'Oran. Guillaumat avait accompagné le premier ministre lors de son voyage-éclair à Alger, dans la nuit du 25 au 26 janvier. Quant à Gambiez, dans un message adressé à la population d'Oran, il déclara, le 29 janvier à 18 heures, qu'il se rangeait sous les ordres de Paul Delouvrier et du général Challe.

ECPA

Debré et Guillaumat reviennent d'[...]

son entourage. « Il ne comprend toujours absolument rien », murmure quelqu'un. Un conseil restreint se réunit immédiatement pour faire le point de la situation, avec Debré, le ministre des Armées, Guillaumat, et le ministre de l'Intérieur, Chatenet. Toujours aussi assuré, de Gaulle tranche. Une affaire banale, un embryon d'émeute qui doit être réglé dans la nuit. « Il est normal que quelques officiers soient en liaison avec des extrémistes. Il serait inadmissible que l'armée restât paralysée devant eux. » Une modération relative n'en apparaît pas moins. Par téléphone, le président de la République donne ses instructions à Challe et à Delouvrier.

Une angoisse torturante

L'assurance du chef de l'État est communicative, fait l'effet d'un baume. Aux journalistes accourus, Frey, ministre de l'Information, laisse tomber : « Il n'y aura plus de barricades demain matin. » En fait, l'apaisement est de courte durée. Une angoisse torturante ronge à nouveau Debré et Guillaumat. Que va faire l'armée? Impossible d'écarter une réédition du 13 Mai. Ce que la « grande muette » a fait, elle peut le défaire.

Pour sortir du doute, une seule solution. Michel Debré se rend aux Invalides auprès du général Ely, la « conscience de l'armée ». L'entrevue n'a rien de réconfortant. A en croire le chef d'état-major de la Défense, les officiers qui « ne marchent pas » ont des émules. Toute l'armée est unie pour la même cause : garder l'Algérie à la France. Revenu à Matignon, le premier ministre découvre un autre sujet d'inquiétude : d'après certaines révélations, un putsch d'extrême droite serait en préparation à Paris. Dix mille manifestants marcheraient sur l'Étoile. Les écoutes téléphoniques font état d'un mystérieux H + 6 = rassemblement à l'Étoile.

Enfin, nouvelle péripétie : Delouvrier appelle Debré. Le délégué général avoue ses difficultés. Il insiste pour que le chef de l'État fasse une déclaration et affirme sa résolution de n'imposer à l'Algérie qu'une « solution française ». De Gaulle ne s'y oppose pas. Un brouillon est déjà rédigé. A 2 h 30, la déclaration est diffusée sur les ondes métropolitaines, mais France V ne la reprendra que le lendemain matin. A la première écoute, quelques phrases, quelques idées s'imposent.

25 janvier, le jour se lève enfin. On respire un peu. Le putsch n'a pas eu lieu, l'armée n'a pas franchi le Rubicon. Tout va peut-être se régler dans les heures qui viennent... On ne tarde pas à déchanter. Alger s'installe dans l'ambiguïté. Le « malaise », suivant l'expression de Bernard Tricot, ronge maintenant l'Élysée, les milieux politiques. En fin de matinée, il n'y a plus d'illusions à se faire. L'armée refuse d'enlever les barricades. L'autorité de l'État est bafouée. La déclaration du général n'a pas franchi la rampe.

15 h 30: Un conseil des ministres extraordinaire se réunit. Le chef de l'État ne se départ pas de sa hauteur sans pourtant se défendre d'un visible agacement.

En fait, l'atmosphère est tendue. L'heure est à l'amertume, aux rancœurs. La solidarité du gouvernement éclate. Il y a d'abord le camp des durs, des intraitables. « Les musulmans ont le complexe du Glaoui... Si Massu était là-bas, il aurait rétabli l'ordre. » Au moment d'envisager les moyens de répression, on tombe en pleine stratégie du café du Commerce. Malraux propose de recouvrir le camp retranché par un tapis de bombes lacrymogènes. Ricanements de Soustelle. « Puisqu'il y a une bombe atomique, qu'elle serve à quelque chose. Faites-la éclater à Alger plutôt qu'à Reggane! » Finalement, on décide que le premier ministre se rendra à Alger. Michel Debré ne rencontrera que les responsables pour mettre fin à la « faiblesse », aux « hésitations » du commandement.

26 janvier. Au matin, Michel Debré et Guillaumat reviennent d'Alger traumatisés, en proie à une terrible crise de conscience, épuisés par l'assaut dont ils ont été victimes dans la « fosse aux lions ».

Debré offre sa démission

Avant de rendre compte au chef de l'État, le premier ministre, au bord de la crise nerveuse, tente de se ressaisir, réunit les membres de son cabinet. Quelques points se dégagent de son voyage. L'armée lui a remis un véritable ultimatum, elle n'acceptera que la solution *la plus française*. Au moindre faux pas, une junte se constituera à Alger et un putsch éclatera en métropole. Pour l'heure, les officiers ont plus que de la répugnance à enlever les barricades, ils exercent une pression avouée sur le gouvernement pour qu'il change de politique.

Après avoir recouvré un minimum de calme, Debré se rend à l'Élysée. Une entrevue entre de Gaulle et Juin vient de s'achever, marquée par de sérieux éclats de voix. Les deux vieux camarades, qui

Ménager/Paris Match



◂ C'est dans cette petite maison de Reghaïa, camp d'aviation proche d'Alger, que Paul Delouvrier, le jeudi 28, est venu se retirer avec le général Challe pour « retrouver sa liberté de commandement ». Une décision qui lui fut reprochée par certains.

lger épuisés par l'assaut qu'ils ont subi dans la "fosse aux lions"

Ortiz et Lagaillarde : l'image de la bonne entente. En réalité, leurs vues divergent sur bien des points. Mais tous deux soutiennent passionnément la thèse de l'Algérie française.

se tutoient, ont croisé le fer. « Je ne peux pas céder, je ne céderai pas à l'émeute... Sinon, je ne serai qu'un fantoche et j'aurai dans quinze jours une nouvelle émeute, un nouvel ultimatum sur les bras... »

Avec Debré, le chef de l'État reprend la même argumentation, paternellement, avec tendresse pourrait-on dire. Un instant, le premier ministre, encore sous le coup de l'accusation de palinodie lancée par les officiers, offre sa démission. « Vous plaisantez, Debré ! Pas question de changer un iota à ma politique et pas question de démission. Vous êtes à côté de moi, au besoin sur les marches de l'Élysée, pour y attendre les parachutistes... Idiot ! Je vous ai, je vous garde. » Seule concession : dans une déclaration qu'il fera le jour même, Debré est autorisé à dire que la France n'abandonnera pas les Français ni les musulmans. Quant au général, il refuse d'avancer la date de sa propre allocution, fixée depuis le 20 janvier au vendredi 29. Encore trois mortelles journées en perspective...

De fait, pour le chef du gouvernement, pour les ministres, les membres des cabinets, l'impression est que l'on s'enfonce dans le tunnel. A l'Élysée, le stade du malaise paraît dépassé. Le général de ▶

Ménager/Paris-Match



◀ Dans ce bureau du service médical de Reghaïa, on a ajouté un lit pour Delouvier. Seule note gaie : une plante verte.

Son modeste bureau ▶ de Reghaïa. Là, Paul Delouvrier, en règle avec sa conscience, attend, serein, la suite des événements.

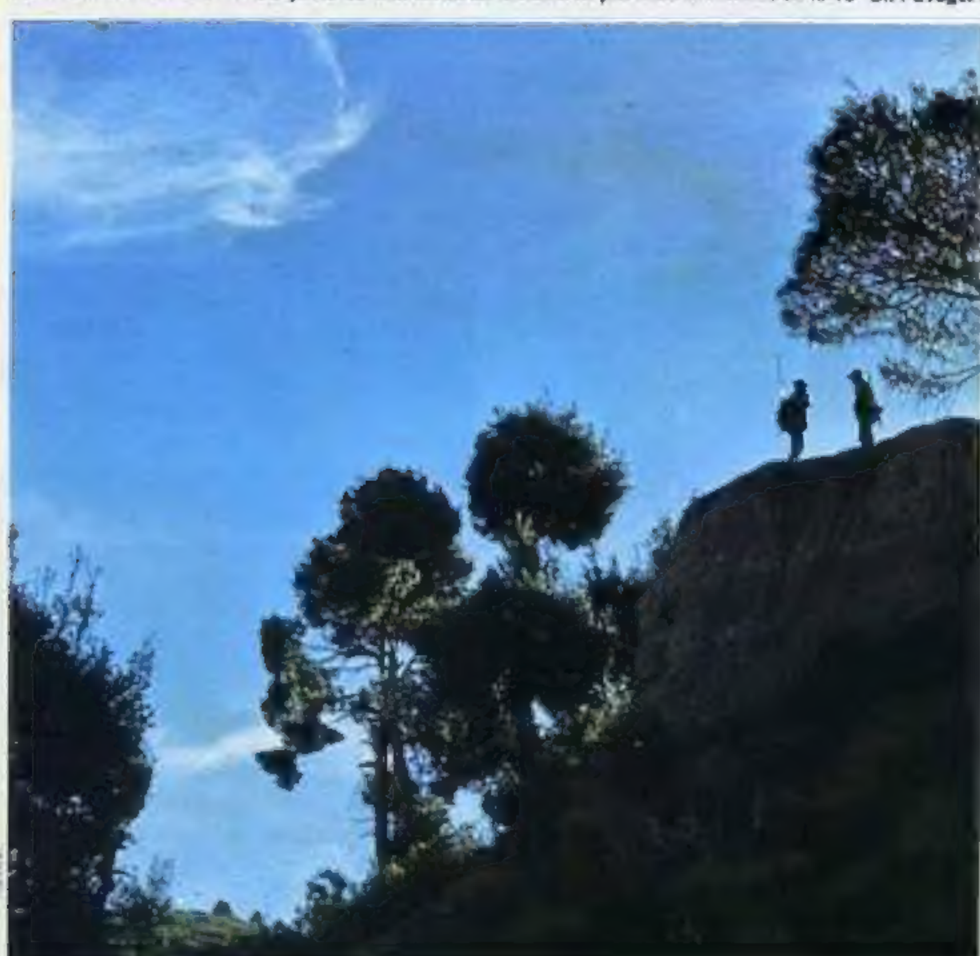
Ménager/Paris-Match



les parlementaires algériens traversent la mer Méditerranée dans

Ci-dessus : les Bigeard's boys défilent à Paris lors du 14 juillet. *Ci-dessous* : dans le djebel. Que va faire l'armée? A Paris, on s'interroge : peut-on oublier que les troupes d'Allemagne sont commandées par Allard, l'un des ténors du Forum? Les paras du Sud-Ouest ne suivront-ils pas leurs camarades de la 10ᵉ D.P. d'Alger?

ECPA



Beaufort parle ouvertement de donner sa démission. On redoute un coup de main d'un commando activiste. Cent cinquante gardes républicains, triés sur le volet, sont appelés à la défense du palais. Quelques-uns, cependant, gardent la tête froide. Jacques Foccart, Olivier Guichard, Pierre Lefranc tentent de réconforter le chef du gouvernement, lui représentant le péril mortel que court l'État... Mais le gouvernement se disloque. Si Buron, Giscard d'Estaing font preuve de résolution et de fermeté, Guillaumat avoue son désespoir et demande son remplacement. Il n'a plus aucune autorité sur l'armée. Quant à Soustelle, il a déjà rédigé sa lettre de démission.

Quant à la déclaration du premier ministre, c'est un échec total. A 20 h 30, le général Ély daigne en apporter à Debré le texte soigneusement revu et corrigé. « Terre française », ça ne suffit pas! Il faut que le général de Gaulle prononce lui-même l'engagement solennel : « L'Algérie restera française! » A l'heure de cet ultimatum à peine voilé, une dizaine de parlementaires algériens viennent de débarquer en France, furieux et frigorifiés. On leur a fait traverser la Méditerranée dans un vulgaire DC-4 militaire non chauffé où régnait une température de — 20 °C! On a voulu leur mort!

A peine arrivés, ils sont cueillis par des personnalités bien connues : Le Pen,

DC-4 militaire non chauffé

Arrighi, Dides, Isorni, Baylot, Pierre Poujade, André Morice. Tous se retrouvent pour un véritable meeting au Palais-Bourbon, sous l'œil sidéré des huissiers. Mais quelques-uns ont mieux à faire. Munis de mitraillettes sans chargeur, ils tiennent, après avoir semé les services de surveillance, un mystérieux colloque avec le député Lauriol et les généraux Jouhaud et Zeller. Ces derniers se montrent hésitants. L'armée recule devant le grand saut. Place Beauvau, toutefois, on s'inquiète de ces mystérieux conciliabules, d'autant que le général Zeller disparaît. Renseignements pris, on le retrouvera quelques jours plus tard en Franche-Comté, chez son beau-frère!


E.C.P.A.

Le général Allard, ici avec Delouvrier, Debré et le général Massu. Il quitta l'Algérie le 5 avril 1959 pour rejoindre son nouveau poste en Allemagne.

300 000 signatures en une journée

En attendant, le suspense continue. Le dernier fait de la journée est que, maintenant, le chef de l'État ne se fait plus aucune illusion sur les sentiments du commandement en Algérie. En fin d'après-midi, il a reçu deux de ces fameux colonels, Boissieu et Faure. De Gaulle ne cède naturellement pas d'un pouce, mais à la passion de ses interlocuteurs, il a compris.

27 janvier. La crise atteint son point culminant. A Alger, pour sortir de l'impasse, les colonels invitent Challe à passer à l'insurrection. A Paris, c'est le désarroi le plus complet dans les milieux politiques. On ne cesse d'évoquer mai 1958, et pourtant l'Histoire ne repasse jamais par les mêmes sentiers. Deux différences fondamentales apparaissent avec la crise qui a vu la naissance de la Vᵉ : de Gaulle n'a pas grand-chose à voir avec un Pierre Pflimlin; le général domine les événements de sa formidable stature et il incarne l'État, au sens louis-quatorzien du mot; enfin, en métropole, l'opinion ne marche pas. Bien au contraire, dans leur grande majorité, les Français se regroupent autour du chef de l'État. Il n'y a pas cette indifférence goguenarde à la vue de l'impuissance des « princes qui nous gouvernent ».

De fait, dès le 25 janvier, tous les partis de gauche et du centre ont condamné l'émeute et approuvé la politique d'autodétermination. Les jours suivants, le mouvement s'amplifie. Il gagne la Ligue des droits de l'homme, les syndicats C.G.T., F.O., C.F.T.C., la F.E.N. Le 27, l'U.N.R. et le parti radical suivent, rejoints par les associations d'anciens combattants. Des comités de soutien au général de Gaulle pour la défense de la République orchestrent la « mobilisation civique ». Une campagne de télégrammes connaît un succès immédiat. C'est par sacs entiers que les messages affluent à l'Élysée. Un texte du Club Jean-Moulin en appelant au général de Gaulle « pour que le peuple français reste libre de sa propre destinée » recueille en une journée 300 000 signatures.

A l'exception de quelques parlementaires comme Bidault, Delbecque ou Le Pen, aucune réaction notable à ce mouvement d'opinion. Malgré un mot d'ordre lancé par Le Pen, une grève des étudiants se solde par un échec complet, à part quelques incidents à la Faculté de droit. Seuls, les modérés manifestent des réserves. Le 29 mai, le Conseil national des indépendants votera à l'unanimité une motion demandant au chef de l'État « de remplir son rôle constitutionnel d'arbitre et de donner solennellement à la portion de territoire actuellement en danger l'assurance que l'intégrité du territoire national sera sauvegardée ».

Cette mobilisation massive constitue pour de Gaulle un puissant réconfort. Il n'en reste pas moins que la journée du 27 janvier s'accompagne d'un coup encore particulièrement rude. Le général Crépin, qui a succédé à Massu à la tête du corps d'armée d'Alger, débarque lui aussi à l'Élysée. S'appuyant sur un texte rédigé à la hâte dans l'avion, il affirme que le dévouement de l'armée dépend d'assurances solides. Elle ne doit pas avoir le sentiment de se faire tuer pour rien. Ainsi se trouvent confirmés, amplifiés, les propos de Boissieu et de Dufour. Le rétablissement de l'ordre ne se heurte


P. Tétrel

◀ Alain de Sérigny, directeur de *l'Écho d'Alger*, rend visite aux insurgés pendant la « semaine des barricades ». Il est de cœur avec les deux chefs de l'insurrection.


Keystone

René Brouillet. Il ne croyait pas à la gravité de la situation à Alger, le 24 janvier, et hésitait à déranger de Gaulle pour une affaire que Challe « pouvait régler seul ». ▶

à l'écart des tumultes le général de Gaulle, est toujours impavide

pas uniquement aux ambitions et aux phantasmes d'une poignée d'officiers vedettes. C'est toute l'armée qui se « prononce » contre la politique du chef de l'État. Une fois de plus, il va falloir manœuvrer... En attendant, une aventure, un coup de tête, n'a plus rien d'invraisemblable...

A Paris, dans les cercles officiels, on en est convaincu. L'intoxication est à son comble. Des bruits alarmants courent sur le comportement des troupes d'Allemagne et du Sud-Ouest. Roger Frey ne peut entrer en communication avec Alger, on lui raccroche au nez. Le ministre des P.T.T. — comble d'infamie — voit ses communications branchées sur les tables d'écoute! On s'inquiète des contacts de l'ancien collaborateur du *Courrier de la colère* avec ses amis nationalistes. Michel Debré donne l'ordre de multiplier les perquisitions; il fait saisir des hebdomadaires extrémistes avec un bel éclectisme, comme *la Voix communiste*, *le Nouvel Observateur*, *Rivarol*, *Aspects de la France*, *le Charivari*. Le 28 janvier, 80 mandats d'amener seront délivrés à l'encontre de membres des innombrables mouvements d'extrême droite. Le Pen sera gardé à vue et longuement interrogé.

P. Ribaud



◄ Dans la matinée du 1er février, c'est la reddition. A 11 heures, les insurgés, Lagaillarde en tête, se rendent jusqu'aux barrages en unités constituées. Quant à Ortiz, il a pris la fuite, tranquillement, vers 4 heures du matin.

P. Ribaud

La barricade des facultés, fief de Lagaillarde. Sur le toit des bâtiments, des fusils mitrailleurs mais aussi des télescopes qui avaient été déguisés en « 75 sans recul ».

Dans ces conditions, le conseil des ministres de ce mercredi après-midi est aussi tendu et abrupt que celui des jours précédents. Soustelle brandit une fois de plus sa démission.

28 janvier. La crise entre dans son cinquième jour. Elle atteint son maximum de confusion avec le discours déconcertant de Delouvrier et la « fuite » à Reghaïa. A Paris, on voit l'insurrection maîtresse d'Alger, le putsch éclatant dans la capitale. A l'écart de ces tumultes, de Gaulle, toujours aussi impavide, sent que l'heure de la contre-attaque approche. Il a de nouveau prise sur l'événement. Les témoignages du soutien national se multiplient. L'armée a maintenant trop tardé pour prendre le pouvoir. Challe et Delouvrier ont parfaitement agi. Par un mélange de fermeté et de diplomatie, on va pouvoir remettre l'État là où il doit être. Le général polit son discours à l'armée... « Et maintenant, écoutez-moi bien... »

Comme Hegel à la bataille d'Iéna

En attendant, comme prévu, symboliquement pourrait-on dire, il se rend à une séance solennelle du Conseil d'État. De son discours se dégage une admirable leçon : « Je demande maintenant à vos pensées de se porter avec la mienne vers l'État lui-même et le service qu'on lui doit. Il n'y a eu de France que grâce à l'État. La France ne peut se maintenir que par lui. Au travers de crises inouïes qui, peut-être, ne sont pas terminées, nous avons pu sauver l'État et nous avons tenté, sinon de le refaire, du moins de l'améliorer. »

Au retour, le général est acclamé. Le soir même, Ély s'envole vers Reghaïa avec en poche les grands thèmes du discours annoncé depuis le 20 janvier. Le corps des officiers doit y trouver quelques satisfactions capitales... De fait, le 29 au soir se produit enfin l'événement de la bataille engagée depuis plus de cinq jours. En uniforme, avec une aisance incomparable, de Gaulle s'adresse à l'armée. Comme Hegel à la bataille d'Iéna, nombre de Français sentent passer ce jour-là le souffle de l'Histoire. Quatre points se dégagent d'une des interventions les plus achevées, les plus réussies du général. Le chef de l'État ne renonce pas à l'autodétermination. « Ce choix ne leur sera pas dicté. » Il ne traitera pas, par privilège, du destin politique de l'Algérie avec l'organisation rebelle. Rien ne causerait plus de joie à la patrie et à de Gaulle que de voir les musulmans choisir la solution la plus française. » Enfin, la mission de l'armée ne comporte « ni équivoque ni interprétation ». Sa tâche est d'amener les populations musulmanes à la France « par le cœur et la raison ».

Aucune concession sur le fond, mais chef-d'œuvre de tactique quand même. « C'est gagné », murmure alors Bernard Tricot. De fait, quarante-huit heures plus tard, la crise trouve son dénouement. Avec une incomparable maîtrise, le général de Gaulle vient de surmonter la première crise sérieuse depuis son arrivée au pouvoir. H

Philippe MASSON

L'HISTOIRE SECRÈTE DES BARRICADES

Le P.C. d'Ortiz, dans l'immeuble de la Compagnie Algérienne, à l'angle de la rue Charles-Péguy et du boulevard Laferrière. Au balcon : une immense banderole tricolore. *Ci-dessous :* du haut d'un immeuble du camp retranché, des U.T. surveillent la place...



L'ANNÉE 1960 vient de commencer. Dans quelques jours se jouera le destin de l'Algérie. Dans quelques jours sera irrémédiablement perdu ce magnifique prolongement de la France méditerranéenne. Tout ce qui viendra ensuite, le putsch, l'O.A.S., ne sera que combat retardateur, inévitable manifestation de la vitalité d'un pays qui ne veut pas mourir mais dont le destin, comme dans une tragédie antique, est déjà inéluctablement tracé.

Pour saisir le montage de toute l'opération, il est indispensable d'avoir présente à l'esprit la situation d'alors.

Sur le plan international. — Le monde entier, ou peu s'en faut, condamne la France qui, au contraire de ses adversaires, n'a pas su — ou n'a pas voulu — se justifier devant l'opinion publique mondiale. La première responsable en est notre représentation diplomatique qui, dans son traditionnel complexe de supé-

dans la presse et à la radio, un déferlement anticolonialiste sans



A.F.P.

◀ J. Ortiz et le commandant Sapin-Lignières, les traits creusés par la fatigue, quittent le camp retranché. Les deux hommes sont épuisés par les nuits de veille.

riorité, considère avec scepticisme les propos des militaires qui croient avoir compris les arcanes d'une nouvelle forme de guerre — la guerre révolutionnaire — et s'emploient en vain à en démonter et en expliquer le mécanisme.

Et puis il y a ce pétrole algérien, dont, dans le monde entier, on ne voudrait pas que la France profitât seule.

Et puis il y a l'Amérique, dont l'anticolonialisme viscéral est utilisé par un clan présidentiel s'orientant vers le progressisme.

Mais surtout il y a l'U.R.S.S. et le bloc qu'elle commande et qui dirigent, soutiennent et exploitent une rébellion qu'ils ont créée et sur laquelle ils comptent pour se substituer à la France dans ses prolongements africains et, par là, ruiner dès le départ les possibilités d'une Eurafrique dont la France aurait pu être le leader.

Sur le plan métropolitain. — De Gaulle, qui vise à la direction du tiers monde pour pouvoir prendre sur les Etats-Unis une revanche qu'il rumine depuis vingt ans, veut à tout prix se débarrasser de l'épine algérienne qui contrecarre ses ambitions, mais comme, par un accident historique, il a été porté au pouvoir par les partisans de l'Algérie française, il doit jouer avec rouerie, achetant les uns, écartant les autres, et pratiquer avec une machiavélique habileté une politique de successives petites marches descendues dont aucune, prise isolément, ne peut justifier une révolte et ce, d'autant moins que chaque étape s'accompagne de discours à multiples sens où chacun peut trouver les éléments de ses espérances. Et pendant que reprennent les négociations secrètes avec le F.L.N., il laisse s'organiser, voire encourage, dans la presse, la radio, un déferlement anticolonialiste sans précédent, ce qui peu à peu, conditionne l'opinion ou pour le moins la chloroforme. Ainsi, il est devenu vérité, au nord de la Méditerranée, que l'Algérie n'est autre que le fief de riches colons qui, depuis cent ans, font « suer le burnous » et ne font que récolter ce qu'ils ont si inhumainement semé. C'est avec cette mentalité qu'arrivent en Algérie beaucoup des militaires du contingent.

Et en Algérie. — Si paradoxal que cela puisse paraître, la situation y est chaque jour meilleure. Les grands élans de fraternisation qui suivirent le 13 Mai laissèrent décontenancée une rébellion qui avait perdu son âme.

Groupée autour du monument aux morts

Sur les frontières de l'Algérie, les barrages étranglent la dissidence. La situation militaire s'améliore rapidement et d'autant plus vite que la symbiose armée-population fait tache d'huile. La population musulmane, qui avait appris par la terreur à se taire et à s'éloigner de nous, revient, soulagée. Partout des groupes d'autodéfense se créent et, désanimée, la rébellion s'effrite.

Et en novembre 1959, une organisation nouvelle a vu le jour, qui va compléter, renforcer, tout ce qui déjà existe, c'est la Fédération des unités territoriales et groupes d'autodéfense. Son rôle, c'est de grouper, c'est d'unir, c'est d'expliquer, c'est de finalement constituer le « parti de la France », mais un parti en armes et qui va prolonger l'action de l'armée.

Son ambition, c'est, avec les anciens combattants, avec le D.P.U. du colonel Trinquier, avec le F.N.F. de Joseph Ortiz, avec la Fédération des étudiants, avec toutes les multiples associations, de créer ce réseau de hiérarchies parallèles dont nos adversaires nous ont appris l'emploi et, ainsi, de tisser un filet dont les mailles de confiance réciproque ne laisseront plus passer le terrorisme afin de retrouver, avec la paix, la sécurité et le bonheur.

La paternité de cette idée revient au colonel Gardes, pour qui rien de ce qui est généreux n'est étranger. Au premier étage de l'immeuble de la Compagnie Algérienne, au coin du boulevard Laferrière, un vaste local réquisitionné par l'armée sera le siège social. En novembre 1959, les assemblées générales constituti-



Un maquisard à son ▶ poste de combat. Pendant qu'à Alger la situation pourrit lentement, dans le bled, la lutte continue. Au cours de la seule journée du 30 janvier, 75 *djounoud* ont été mis hors de combat, 4 ont rallié les forces françaises et 57 armes ont été saisies. En outre, un attentat a été commis contre une voiture civile aux environs de Bougie, faisant un mort et deux blessés. A Paris, cependant, ce même jour, une fusillade a eu lieu entre Nord-Africains.

précédent conditionne l'opinion

ves sont réunies. J'en suis élu président. L'outil se crée, il va mettre en place ses hommes et ses moyens, commencer à se développer... Pas longtemps.

Le général Challe avait accueilli avec élan l'idée de cette Fédération, conscient de tout ce qu'elle pouvait apporter sur le plan de la pacification. « Mon rôle, me dit-il à l'une de nos premières entrevues, est de gagner la guerre, mais le vôtre, c'est de gagner la paix. »

Chez tous les chefs militaires, la réceptivité fut excellente — tous, sauf le général Gambiez, qui me parut ne pas comprendre. En revanche, du côté du délégué général, l'accueil fut beaucoup plus réticent. Delouvrier connaissait évidemment déjà les intentions d'abandon du pouvoir, bien qu'il les tînt strictement secrètes, et il redoutait cette structuration de toute la population de l'Algérie, qui pouvait y faire échec. Sans doute n'avait-il pu s'y opposer — c'eût été dévoiler prématurement les objectifs du pouvoir —, mais il entendait en surveiller aussi étroitement que possible les activités et le développement et mesurer les indispensables moyens.

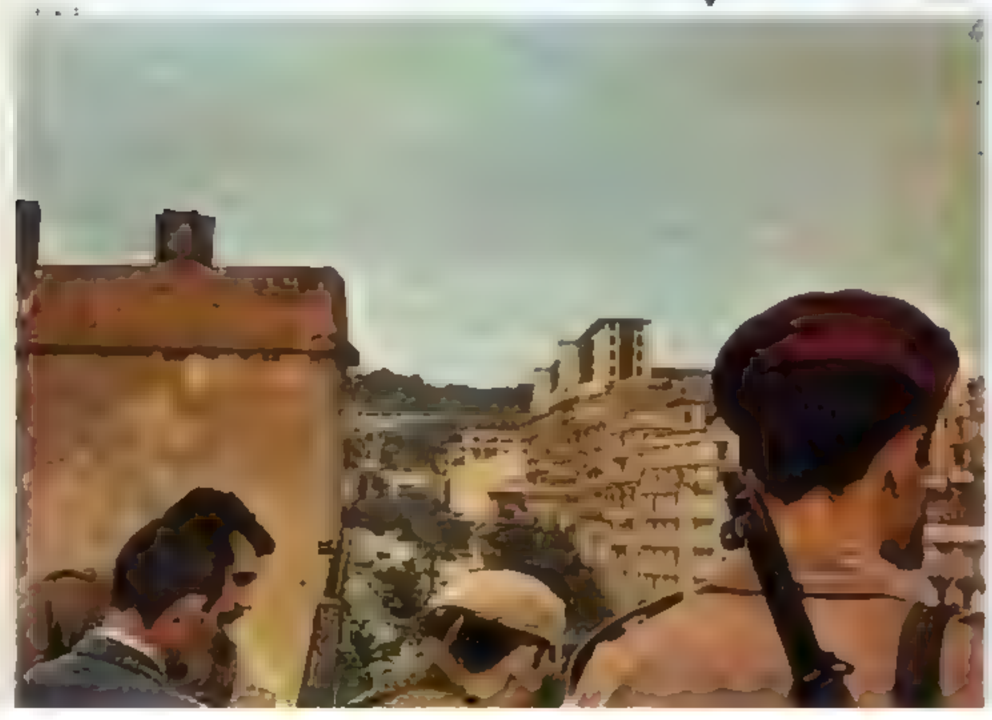
De son côté, se développait le Front national français de Joseph Ortiz. On a beaucoup dit que ce F.N.F. s'employa à recruter ses adhérents au sein des unités territoriales, laissant volontiers entendre une sorte de complicité entre celles-ci et le F.N.F., mais c'est là une fausse interprétation car où Ortiz aurait-il recruté ses adhérents si ce n'est au sein de la territoriale, puisque celle-ci représentait toute la population mobilisable de l'Algérie. Ce recrutement fut d'ailleurs facilité par le fait que les slogans du F.N.F. n'étaient autres que la formulation des idées répandues par l'armée dans les U.T. Ortiz en était tellement conscient qu'il ne cessa d'être en contact étroit avec le commandement militaire, et l'armée, de son côté, ne pouvait voir d'un mauvais œil la création d'une organisation qui, sans doute sur un ton plus véhément mais sans contradiction de base, reprenait les slogans de l'armée et s'insérait dans un vaste ensemble de bonnes volontés qui, toutes, tiraient le char d'une Algérie indéfectiblement liée à la France.

Ainsi, par tous ces moyens, la symbiose armée-population se trouvait parfaitement réalisée. Au-delà même de ce qu'aurait voulu le commandement car les Algériens en étaient venus à considérer que l'armée était devenue « leur armée », puisqu'ils y étaient intimement inclus, et, donc, que cette armée ne pouvait avoir d'autres vues ni d'autres sentiments que les leurs.

En face de cette étroite imbrication, armée, U.T., fédération, F.N.F., D.P.U., la marge de manœuvre du pouvoir pour ▶



La statue de Jeanne d'Arc par Halbout, sur la place Charles-Péguy, en face de la grande poste. Devant elle ont défilé les foules joyeuses du 13 Mai, derrière elle eut lieu l'affrontement fusillade du 24 janvier. Face au Forum, elle regarde le monument aux morts où tant de personnalités civiles et militaires sont venues se recueillir. Il n'est pas un événement folklorique ou dramatique dont elle n'ait été le témoin. ▶



Sur le toit du immeuble du camp retranché, les hommes d'Ortiz et les U.T. veillent. Ce sont les grandes heures des barricades. Lorsque les insurgés espèrent encore, par la fermeté de leur attitude, obliger de Gaulle à modifier sa politique algérienne. C'est le temps où, entre la reddition, même honorable, et mourir pour l'Algérie française, ils sont prêts à opter pour la seconde solution. ▼

aux yeux de la population algéroise, le général Massu passe pour le d



L'immeuble dans lequel se trouve le P.C. d'Ortiz. Tout autour, des barricades ont été dressées et les entrées des immeubles sont bien gardées. ▶

réaliser ses vues devenait tellement étroite que, pour les imposer, il lui faudra, avant tout, briser cette structuration.

Dans l'entourage du pouvoir, quelques « habiles » vont s'y employer et mettre au point un plan d'un machiavélisme savant qui, inéluctablement, devait conduire à un affrontement entre l'armée et la population, à un « clash » entre les parachutistes de la 10ᵉ D.P., celle de Massu, et les territoriaux. Un plan à plusieurs phases successives.

Mise en condition. — Une brutale flambée de terrorisme doit mettre à vif les nerfs des Algérois et, dans le même temps, une autre opération va s'employer à mettre le général Massu dans une situation telle que son rappel sera inévitable. Aux yeux des Algérois, le général Massu passe — à tort, mais on ne le saura que plus tard — pour le dernier rempart de l'Algérie française. Alors, tout naturellement, et parce que telle est la tradition née d'une longue habitude, la population d'Alger, angoissée, se groupera autour du monument aux morts, sur le « plateau des Glières », et manifestera ses craintes et sa volonté de demeurer française.

Scénario. — Ces manifestants rassemblés, on les fera charger par des gendarmes dévalant du Forum et, au moment précis où le combat sera engagé, on fera intervenir les parachutistes dans une action en tenaille. Débouchant du tunnel des facultés, les légionnaires du 1ᵉʳ R.E.P. (colonel Dufour), par le simple jeu de leurs réflexes de bons guerriers, prendront le combat à leur compte, cependant que les chasseurs parachutistes du colonel Broizat, sortant du boulevard Baudin, verrouilleront l'autre extrémité du plateau des Glières. Ainsi sera réalisé ce « clash » que le pouvoir estime indispensable pour briser la volonté de la population, mais aussi pour briser l'armée.

◀ Pierre Lagaillarde. On ne saurait parler, entre lui et Ortiz, d'une action concertée. Lagaillarde, en fait, avait, sans connaître les plans d'Ortiz, organisé le réduit des facultés. « J'ai considéré très longtemps Lagaillarde comme un élément très valable, dira le grand Jo. Cependant, la voie qu'il a choisie après le 13 Mai, ses gasconnades, m'ont un peu refroidi. »

Détonateur. — La réussite de ce plan fort habile nécessite le parfait déroulement de chaque phase — des variantes ont dû être prévues — et elle exige surtout un minutage très précis dans l'intervention des parachutistes prenant le combat à leur compte. Mais, bien sûr, elle exige avant tout qu'il y ait combat. Quelques provocateurs disséminés dans la foule survoltée et armée, comme beaucoup de gens le sont alors, peuvent ne pas suffire. Alors on placera dans les bosquets limitant le Forum un fusil mitrailleur, dont les servants seront habillés en C.R.S., qui tirera dans le tas, le tas des gendarmes autant que celui des Algérois (1). Nul doute que ce feu ne déclenche la riposte des U.T.

Raffinements. — Tel qu'il est monté, ce plan a toutes les chances de réussir. Choisir la 10ᵉ D.P., qui était pourtant en opération, plutôt que toute autre était habile. Depuis la « bataille d'Alger », cette 10ᵉ D.P. était particulièrement chère au cœur des Algérois. Mettre en tête des gendarmes les escadrons originaires d'Algérie et leur faire supporter la tuerie était une autre habileté qui ne manquerait pas d'avoir son prolongement dans la



Derrière les barricades, U.T. et membres du Front [redacted] fument et bavardent amicalement. Entre eux, l'union est parfaite. Une grande partie des adhérents du F.N.F. ne sont-ils pas d'ailleurs des U.T. ? Et les slogans lancés par Ortiz ne sont-ils pas le [redacted] idées répandues par l'armée dans les U.T. ? Tous sont prêts à agir pour l'Algérie. ▶

(1) N.D.L.R. — Le commandant Sapin-Lignières, ancien chef des U.T., est le seul parmi les participants activistes au drame des barricades à soutenir cette version. Nous lui en laissons la responsabilité.

nier rempart de l'Algérie Française



Jacky Laquière, le ▸ second d'Ortiz, au [redacted] Laferrière. Avocat algérois, ancien membre du C.S.P. du 13 Mai, Laquière [redacted] F.N.F. au début de l'année 1958. Ortiz lui avait confié le secrétariat du Front. [redacted] l'Algérie française, [redacted] n'est pas pour faire peur à Laquière, loin de là.

population, car ces gendarmes ont de la famille. On pourra ensuite s'offrir le luxe de leur faire passer au préalable une minutieuse inspection de leurs armes, pour s'assurer qu'elles ne sont ni approvisionnées ni chargées, préparant ainsi de bons arguments pour les lendemains et enfin on pourra prévoir des commissaires de police (algérois, eux aussi) pour donner à cet attentat toutes les apparences de la légalité.

Dans ses premières phases, l'affaire dut donner beaucoup de satisfactions à ses organisateurs. Des attentats spectaculaires ont effectivement fait monter la fièvre à Alger et l'exploitation de l'affaire Kempski aboutit au résultat prévu : le rappel du général Massu. Ici se place pourtant une première bavure. Au consulat d'Allemagne, où il se rendit après avoir interviewé le général Massu, Kempski, devant quelques personnes, dont un professeur de nos amis, déclara que l'armée française, qui était le seul obstacle à une solution correcte du problème algérien, allait bientôt être brisée. Malgré le vocabulaire marxiste de ce propos, nous ne sûmes pas y prendre garde.

Les territoriaux de Bab-el-Oued

Un deuxième avertissement, plus sérieux, parvint à Alger peu avant le drame. A Paris, un journaliste eut plus ou moins vent de ce qui se préparait. Il publia dans *Juvénal* un article angoissé, adjurant les Algérois de s'abstenir de toute manifestation pour ne pas tomber dans un piège. Mais *Juvénal* n'était que très peu lu en Algérie et les propos de ce journaliste trop peu précis. Ce ne fut que plus tard, trop tard, qu'on sut s'en souvenir.

Le rappel du général Massu provoqua le résultat escompté et une manifestation s'organisa spontanément. Lors du « procès des barricades », on ergotera beaucoup pour savoir si cette manifestation fut ou non autorisée. En fait, elle n'eut pas à être interdite puisque personne ne demanda l'autorisation de la faire, mais comme tout le monde savait qu'elle aurait lieu, elle fut officieusement tolérée.

Convoqué au Gouvernement général le samedi 23 janvier en fin de matinée, je fus reçu par le général Challe et Delouvrier. Comme je disais mes craintes, étant donné le survoltage de la population, de voir le moindre affrontement se transformer en émeute, le général Challe précisa fortement : « Je ne suis pas un provocateur, les gendarmes resteront consignés à l'intérieur du G.G. Ils ne bougeront que si les manifestants veulent s'en emparer. » Le général Challe pensait au 13 Mai. Il y pensait encore quand, le lendemain, il tiendra à Joseph Ortiz des propos semblables et comme il n'était dans les intentions de personne de refaire le 13 Mai, la manifestation aurait pu se terminer sans heurts

Le dimanche matin, nombreux furent les Algérois qui se dirigèrent vers le plateau des Glières. Ils avaient tellement peu idée de ce qui se préparait que ce rassemblement débuta d'une manière folklorique : les U.T. de Bab-el-Oued se firent précéder de leur musique dont ils étaient très fiers et les rares barrages de parachutistes ne firent aucun effort pour les empêcher de passer.

Ils refusent d'exécuter cet ordre dément

Discours violents, affirmations solennelles, nous sommes, ne l'oublions pas, sur les rivages de la Méditerranée, et tout naturellement, beaucoup de ces manifestants rentrent chez eux pour le déjeuner dominical et, l'après-midi, beaucoup préfèrent aller se promener sur les plages du littoral que de venir réaffirmer leurs sentiments.

Aussi, à la tombée du jour, la foule est-elle assez clairsemée sur les lieux de la manifestation. Certes, quelques étudiants essayent de desceller quelques pavés ; ce n'est guère qu'un passe-temps. Certes, Pierre Lagaillarde s'est enfermé dans les facultés ; ce n'est guère une preuve d'agressivité. Bientôt, tout sera terminé... Non, car les « habiles » du pouvoir ne veulent pas laisser passer cette occasion d'agir. Les ordres sont envoyés à la 10ᵉ D.P. et aux gendarmes qui garnissent le G.G. Les commissaires de police reçoivent l'ordre de faire les sommations réglementaires mais, trouvant cet ordre dément, ils refusent de l'exécuter et se retirent. Sans sommations donc, vingt escadrons de gendarmerie, Algérois en tête, dévalent les escaliers du G.G. et lancent des grenades. Du Forum, le fusil mitrailleur des C.R.S. — ou pseudo-C.R.S. — ouvre le feu, auquel répondent une ou deux armes automatiques des U.T. Quelques minutes d'une extraordinaire densité de feux et les gen ▸



◂ P.C. des U.T. 157. La « territoriale » est l'outil idéal pour réaliser la symbiose population-armée. Pour le seul secteur Alger-Sahel, les effectifs se montent [redacted] manifestation du 24 janvier 1960, qui devait se terminer si tragiquement, avait été organisée par Jo Ortiz avec le plein concours des U.T.



Grève générale à Alger, plongé dans la torpeur, puis l'effervescence. Beaucoup d'Algérois descendent dans la rue. Derrière les barricades, les insurgés attendent...

lorsque les légionnaires déboucheront, du tunnel des facultés, tout sera terminé

darmes, victimes autant que les manifestants de l'horrible attentat, tournoient, s'abritent comme ils peuvent, puis refluent en désordre. Les paras ne sont pas là. Que s'est-il donc passé ? Au P.C. de la 10ᵉ D.P., à Hydra, l'ordre a bien été reçu mais l'officier qui, en l'absence du titulaire, fait fonction de chef d'état-major n'a nullement le sentiment qu'il se passe des événements graves et, occupé à d'autres tâches, il ne lit pas tout de suite l'ordre qu'il vient de recevoir.

Un an après lors du procès...

Quand il le fera, dix minutes plus tard, ce sera trop tard et quand, enfin, les légionnaires du colonel Dufour déboucheront du tunnel des facultés, le combat sera terminé et ils n'auront pas à le reprendre à leur compte. Sur le plateau des Glières, il n'y a plus que les morts et les blessés, et les paras ne feront que tendre, entre les gendarmes qui refluent et les U.T. qui n'ont nullement l'intention de les poursuivre, un rideau de protection en deçà duquel on relève les victimes. Elles sont nombreuses. Vingt morts, près de cent cinquante blessés, tel est le prix de l'échec — car c'est bien un échec pour les « habiles », l'affrontement entre l'armée et la population n'a pas pu se produire. C'est un échec aussi pour les manifestants car, traumatisés par ce drame, ils n'imagineront d'autre solution que de s'enfermer derrière des barricades, qui, cette fois, s'élèvent, et cette attitude statique ne peut que déboucher sur rien.

Le général Challe sut tout de suite comment les choses s'étaient passées.

Mais les preuves irréfutables ne viendront qu'un an après, lors du « procès des barricades ». Le pouvoir n'avait pas encore imaginé la constitution d'un tribunal d'exception, ce que sera plus tard la Cour de sûreté de l'Etat, aussi fut-ce un tribunal militaire réglementaire qui eut à juger ce premier d'une longue série de procès de l'Algérie française. Lorsque vint déposer le capitaine de La Bourdonnaye, il révéla très calmement qu'il avait vu un fusil mitrailleur en batterie sur le bord du Forum. Les juges militaires réagirent vivement à cette déclaration, qui fut confirmée par le colonel Godard mais aussi, le 10 décembre 1960, par M. Prost et, le 3 février 1961, par M. Pierre Ville. Curieusement, la fusillade n'était reprochée à aucun des inculpés présents, de sorte que la question fut abandonnée par l'avocat général.

La fusillade de la rue d'Isly

Très récemment, un officier d'un haut grade me confirma qu'il avait eu en main les douilles recueillies sur l'emplacement de tir de ce fusil mitrailleur. Elles provenaient d'un lot de cartouches qui avait été délivré à une unité de C.R.S., mais comme certains dépôts, en particulier celui du 5ᵉ chasseurs d'Afrique, reçurent l'ordre de recompléter en munitions les unités qui avaient été engagées le 24 janvier, les enquêtes ultérieures purent conclure en toute sérénité que la consommation de munitions avait été nulle.

Les suites

Malgré leur échec, les « habiles » ne pouvaient renoncer à un si beau montage. Il y eut d'abord, quelques jours après la visite de Michel Debré à Alger, le mardi 26 janvier, une tentative pour remplacer les parachutistes de la 10ᵉ D.P. par des régiments du contingent et, à cette occasion, reprendre l'idée de l'assaut des barricades. Ce n'était pas une mauvaise idée, si cela avait réussi, on aurait pu lire dans la presse métropolitaine : « Mères françaises, les Algérois tirent sur vos enfants qui étaient venus les défendre » ; mais les officiers s'opposèrent à cette solution. Alors, pour reprendre toute cette affaire, on attendra le 26 mai 1962. La fusillade de la rue d'Isly verra réussir ce qui avait été raté le 24 janvier 1960 et, ce jour-là, la résistance des Algérois achèvera de s'effondrer définitivement. H

M. SAPIN-LIGNIÈRES



Si beaucoup d'Algérois s'étaient rendus à la tragique manifestation, un très grand nombre avaient profité de leurs vacances dominicales et du beau temps qu'il faisait pour aller pique-niquer dans les environs.

LES PARACHUTISTES JOUENT LE JEU



[redacted] ont organisé un défilé de [redacted] s'accordent à dire que le cortège ne comptait pas plus d'une centaine de musulmans au milieu de nombreux Européens. Et le correspondant de l'A.F.P raconte qu'une cinquantaine de gosses [redacted] portés en avant du cortège en scandant : « Al-gé-rie a-rabe ! A bas Massu ! »

Une fois de plus, la colère a saisi Alger. Le samedi 23 janvier, un soleil radieux éclaire, dans Alger la Blanche, les premiers symptômes de l'insurrection: dès 7 heures, des U.T. en uniforme et en armes se précipitent sur les devantures, obligeant les commerçants à baisser leurs rideaux; d'autres forcent les voyageurs à descendre des trolleybus. A certains carrefours, on distribue ouvertement des armes aux civils tandis qu'au centre s'organisent les périmètres retranchés.

Les militaires, responsables du maintien de l'ordre, suivent, minute par minute, le déroulement des événements. Il faut à tout prix éviter le *clash*, c'est-à-dire un affrontement sanglant. Depuis le départ de Massu, le général Crépin est à la tête du corps d'armée d'Alger. Il est assisté du colonel Fonde, commandant le secteur d'Alger-Sahel; son adjoint, le colonel Debrosse, dispose de 4 compagnies de C.R.S. et de 19 escadrons de gendarmes, soit 2 300 hommes. Mais les « flics » n'ont pas la cote et leur présence risque de faire monter davantage la colère. Aussi a-t-on décidé de faire également intervenir les parachutistes de la 10ᵉ D.P. dont le « patron » est le général Gracieux.

(Suite page 2268)



Machtrass. Ce charmant village situé en Grande Kabylie, a été fondé par des Alsaciens. On y trouve une source [illegible]



LA GUERRE D'ALGÉRIE

Nos lecteurs écrivent...



La 4e compagnie saharienne portée « de Légion » dans laquelle Français, Mauritaniens et Berbères combattaient côte à côte



—*TÉMOIGNAGE*—

Blessé par balle à la face, j'ai été évacué par *Alouette* en compagnie d'un de mes copains qui [illegible] pour l'infirmerie de Djidjelli, où j'ai reçu les premiers soins.

Le lendemain, par avion, on me dirigeait à l'hôpital militaire Laveran à [illegible] à la Casbah, et dire que j'étais [illegible] dans le bâtiment d'en face ! Après un séjour de quinze jours à [illegible] mois de convalescence à passer en France.

A la fin de cette dernière, je me suis rendu au D.I.M. de Marseille et là une prolongation de mon congé [illegible] C'était exactement ma permission libérable. Je me rendis chez moi par le premier train [illegible] Marseille aller et retour en moins d'un jour. Au bout de cette prolongation, je me rendis à nouveau au D.I.M. [illegible] libérable. Il m'envoya à la caserne Vaillant à Dijon pour me faire démobiliser.

Je rendis mon paquetage à la gendarmerie de Domblans où mon père était le brigadier, et je trouvai du travail à Champa

Suite page III

...chtioua. Ce charmant village situé ... Grande Kabylie, a été fondé par des ...ciers. On y trouve une source ... que une école d'arboriculture.

Précisions pour l'Histoire...

. Je vous avais écrit pour vous exprimer mon étonnement devant certains articles... Vous aviez aimablement répondu à ma première lettre. Les articles du général Jacquin effacent largement les autres... Vous devez comprendre que certaines théories sont dures à avaler pour un ancien combattant d'Indochine et d'Algérie.. Enfin, dans l'ensemble, je suis très satisfait de votre revue, qui me fait revivre des événements que j'ai vécus pendant quatre années. Les photographies sont magnifiques et l'ensemble relié formera une excellente documentation sur ce drame affreux.

Colonel L. G..., 20000 Ajaccio

★

Je termine la lecture du n° 71 d'« Historia Magazine » *la Guerre d'Algérie*. Je vous remercie de l'effort accompli, pour faire paraître, dans un éventail assez large, les différents aspects de ce drame. Cette lecture m'a beaucoup appris, des incidents, des faits, des contextes. Tout à fait ignorés. La guerre se passe, se perd ou se gagne sur le terrain, ou dans les coulisses des intrigues internationales... Mais la guerre, la vraie, n'est-ce que cela ? N'oubliez pas (peut-être manquez-vous d'éléments) qu'elle se vit dans le cœur des hommes. Je n'étais ni pour le fellagha ni contre le fellagha ; je n'étais ni



Une jolie fable : l'âne et le soldat

pour le pied-noir ni contre le pied-noir. Mais, toujours j'ai été pour ceux qui ont vécu, dans leur cœur et leur chair, les conflits familiaux. Ceux-là je les ai vécus dans ma classe de jeunes adolescentes - autochtones, avec elles, avec leurs familles. Les conflits, les dissidences, les drames, les suicides sont encore dans ma mémoire et, après bien des années, toute cette détresse humaine reflue. Ce cri de révolte d'une jeune adolescente, qui retentit dans ma classe en ce matin du 15 octobre 1954, fut le prélude à la guerre que vous évoquez chaque semaine, mais où la résonance humaine est, à mon avis, de peu de poids. C'est bien dommage.

Mme J. B..., 75009 Paris

★

Je viens de recevoir et de lire le n° 72 d'« Historia Magazine » *la Guerre d'Algérie* et c'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai suivi l'article qu'a publié M. Francis Attard sous le titre « La fin d'un mythe ».

Il y est dit notamment (et c'est le chef de l'État qui s'exprime ainsi) : « Le sort des Algériens appartient aux Algériens, non point comme le leur imposeraient le couteau et la mitraillette, mais suivant la volonté qu'ils exprimeront légitimement par le suffrage universel. »

A moins d'être naïf, et ce n'était certainement pas le cas, on ne pouvait pas valablement avancer cela.

En tout cas, je puis affirmer que les pouvoirs publics ont été prévenus de ce qui allait arriver et ce, dans les circonstances suivantes.

J'étais directeur régional des impôts à Constantine et, quelque temps après la diffusion du discours prononcé par le général de Gaulle le 16 septembre 1959, je reçus la visite de M. de Vrailly, inspecteur général des finances, membre du cabinet de M. Michel Debré. M. de Vrailly était accompagné de M. Quéré, ex-procureur général au Maroc.

Cette visite était motivée par une enquête devant permettre de connaître les réactions suscitées par le discours du chef de l'État.

Je le compris tout de suite et ma réponse fut celle-ci : « Monsieur l'inspecteur général, la France vient d'engager un pari qui, pour moi, est perdu d'avance. Entre les trois options proposées, les Algériens choisiront l'indépendance. » Comme il s'étonnait de cette affirmation, j'ai ajouté : « Ce pari est perdu parce qu'on veut le perdre. En effet, le référendum de septem-

—TÉMOIGNAGE

(Suite de la page 1)

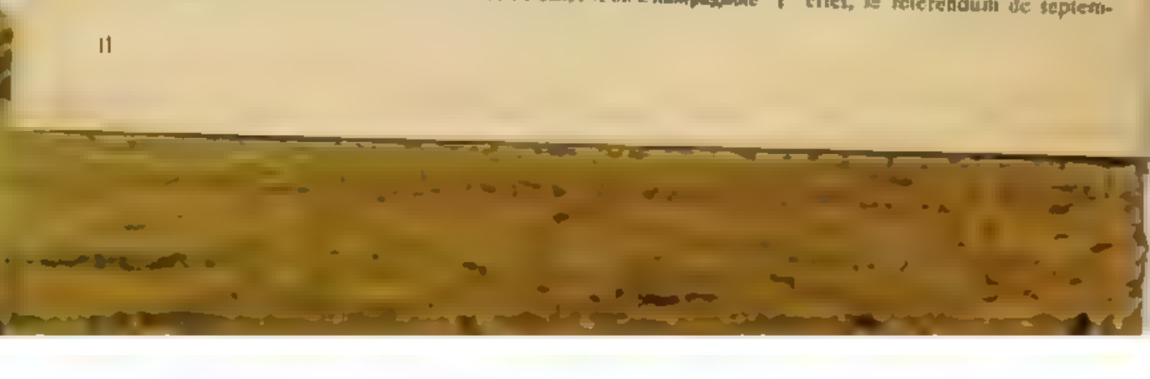
gnole, heureux d'avoir fini mon service et de retrouver la vie civile.

Au bout de trois semaines de cette nouvelle vie, les gendarmes vinrent me trouver en me disant que j'étais déserteur car je n'avais pas rejoint le corps de Lons-le-Saunier où j'avais été muté. Ne le sachant pas, je ne pouvais le deviner. Heureusement pour moi, j'avais sur moi ma feuille de démobilisation.

Je me rendis à la caserne de Lons-le-Saunier en civil pour avoir des explications et voir clair dans cette affaire. Au bout d'une heure, j'ai quitté cette caserne avec mon livret militaire et rayé des contrôles du corps et de l'armée.

Faire vingt-six mois en Algérie, un mois de convalescence en France suite à une blessure, deux citations, se faire démobiliser dans les règles et se faire, au bout de trois semaines, déclarer déserteur... entre nous il faut le faire !

M. J.-P. J..., 39300 Champagnole



bre 1958, qui avait été favorable à la France, a été considéré comme entaché de nullité parce que, a-t-on dit, l'armée s'en est occupée. Mais, on tiendra pour valable, soyez-en certain, le référendum attendu bien qu'il sera l'expression d'une volonté dirigée par les mitraillettes.

» Les masses musulmanes ne sont pas assez éveillées politiquement pour se déterminer, elles sont attentistes et fatalistes. Pour elles, la raison sera toujours du côté du plus fort. La France abandonnant sa position de force, le problème est, dès lors, résolu. »

Pendant que j'exposais ces idées, M. Quéré prenait des notes et je pense que mes propos ont été rapportés.

Plus tard, des élections municipales se déroulèrent sur le territoire algérien. Un de mes amis, ancien camarade de combat de la guerre 14-18, avait brigué le renouvellement de son mandat que lui avaient fait obtenir depuis plus de vingt ans les électeurs musulmans du village.

Or, au cours de cette dernière consultation électorale, cette confiance lui fut retirée.

Il en fut profondément affecté et vint me trouver dans mon cabinet pour me dire sa peine. Il avait les larmes aux yeux.

Je l'ai tout de suite calmé en lui expliquant qu'il avait été battu par le F.L.N. et non par un vote régulier, et je ne me suis pas trompé car, un mois après, il revint me trouver et me remit, un exemplaire d'un procès-verbal de gendarmerie qui relatait les faits suivants :

Cinq rebelles avaient été faits prisonniers et furent interrogés. Leur chef déclara qu'entre autres opérations il avait reçu la mission de s'occuper des élections municipales qui devaient se dérouler dans le village dont mon ami était l'adjoint spécial. Il fallait faire voter contre le titulaire du poste au profit du candidat favorable à la cause des Arabes. Par la menace il obtint le résultat qu'il cherchait

J'ai envoyé ce document à M. de Vrailly en lui affirmant que ce qui venait de se passer à l'échelon local se passerait à l'échelon du territoire algérien tout entier.

Cela n'a servi à rien, hélas! Seule l'idée d'abandon a dominé le problème.

Un jour ou l'autre il fallait arriver à cette solution. C'est ma conviction. Mais faire croire aux gens que la France resterait en Algérie envers et contre tout, puis, brutalement, faire en sorte qu'il faille partir, sans délai, c'est une action qui manque de grandeur.

M. J. M..., 06100 Nice

★



Parmi les servitudes de toutes les armées du monde : la corvée de « pluches ».

... Dans votre revue, que j'estime beaucoup, je regrette qu'il n'y ait pas davantage de cartes détaillées et j'espère que vous allez bientôt nous raconter en détail et au complet les « opé » Étincelle et Jumelles, pendant lesquelles j'étais chauffeur dépanneur et avec plusieurs de mes camarades tringlots du G.T. 516, détachés aux commandos G.C.P.A. de Reghaïa, dont je garde un bon souvenir. J'espère aussi qu'un jour vous parlerez de ces groupes de transport et de ces tringlots qui roulaient par tous les temps de jour et de nuit sur route et surtout sur des pistes impraticables. Bien souvent, lorsque nous avions déposé les gars au pied de la montagne ou d'un piton, nous devions rentrer à vide et retourner récupérer nos « gars » à plusieurs kilomètres de là, souvent sans escorte, sans radio, avec seulement notre armement individuel : un P.M. pour le sous-officier et une carabine U.S. par chauffeur plus quelques grenades récupérées en « opé ». Nous étions jeunes et un peu inconscients du danger.

Il faut bien vous dire qu'à cette époque nous étions de simples troufflons perdus dans le bled, sans informations, nous étions affectés à telle ou telle unité de paras ou de légionnaires; nous étions à leur disposition et sans chercher à comprendre, nous exécutions les ordres et les contrordres en bons soldats; nous faisions la guerre parce qu'il fallait la faire et aujourd'hui, grâce à votre revue qui nous montre tout ce qui se passait aussi bien du côté français que du côté rebelle, et surtout du côté politique, nous apprenons ce que nous ignorions complètement à cette époque.

J'ai eu la chance d'en revenir sain et sauf, mais on ne peut oublier les familles des 28 000 ▶

La vérité des deux côtés...



▶ morts et tous ceux qui ont été touchés physiquement ou moralement, sans oublier le drame des « pieds-noirs ». Encore une fois, félicitations pour votre revue et je vous prie d'agréer l'expression de mes salutations distinguées

M. R. H..., 78-Septeuil

★

...Je me permets de vous écrire tout d'abord pour vous féliciter pour vos diverses publications hebdomadaires.

... J'ai trouvé une grande objectivité dans la plupart des articles de fond et excellent le fait que vous ouvriez vos colonnes à tous les protagonistes, en particulier sur la guerre d'Algérie.

Étant moi-même jeune officier de réserve de cavalerie, j'apprécie particulièrement les dessins de votre excellent collaborateur John Batchelor.

M. J.-L. L..., 44034 Nantes

★

Je me permets de vous signaler que le commentaire que vous faites dans Historia nº 285 (69), page 2012, est erroné.

La photo que vous publiez représente une vue de Laghouat partie est « le Chief », prise du fort « Bouscaren ». Ancien hôpital construit en 1862 et transformé par la suite en logements pour militaires mariés.

J'ai vécu dix-huit ans à Laghouat et je puis vous dire que je ne me trompe pas. Sur cette photo on aperçoit une montagne « le Rocher-des-Chiens », et au pied de cette montagne la route Laghouat-Ghardaïa-Bidon V passe. À gauche de cette photo, des palmiers, cela représente une partie de la palmeraie et des Dahas. Ne pas oublier que Laghouat est une oasis, donc jardins en quantité.

M. D. G..., 13400 Aubagne

★

J'ai lu avec étonnement le récit fantaisiste d'après Namous Rachid (inséré dans le nº 71 de *la Guerre d'Algérie* pages 2062 et suivantes), récit dont l'invraisemblance ne vous a pas échappé car vous avez écrit au regard de la photo de son auteur : « Quinze ans après, un jeune Algérien raconte ses souvenirs. Plus une légende dorée que la vérité historique. Il méritait cependant d'être présenté comme un témoignage parmi tant d'autres ».

Puisque vous parlez de témoignage, permettez-moi alors de replacer ce récit dans la vérité historique de l'action qu'il essaye de traiter, afin d'en faire un véritable témoignage.

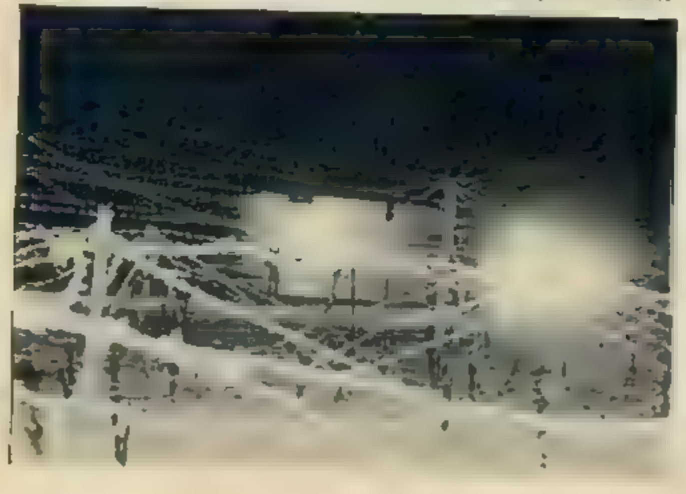
L'opération dont il s'agit s'est bien passée dans le « quartier de Grarem », situé à 57 kilomètres au nord de Constantine, tenu par le 3e bataillon du « sous-quartier de Gravelotte », dans lequel était implantée, à l'époque, la 14e compagnie du 51e R.I. et non pas un régiment d'artillerie comme le prétend Namous Rachid. Au poste militaire de Gravelotte (altitude 560 mètres), situé au pied du djebel M'Cid-Aïcha (qui culmine à 1462 mètres), outre la 14e compagnie se tenait une S.A.S., en dehors de l'enceinte du poste, dirigée par le capitaine Duhem. Cet officier, originaire de Lille, appartenait à l'arme du train et était très attiré par le rôle social qu'il pouvait jouer au sein d'une S.A.S., parmi une population musulmane rurale déshéritée.

L'activité bienveillante et la sollicitude du capitaine Duhem envers ses administrés portaient un grand préjudice à l'influence des rebelles qui — de ce fait — désiraient la disparition de cet entreprenant chef de S.A.S. qui avait su gagner le cœur des populations du bled et dont le rayonnement gênait les desseins de la rébellion.

L'alimentation en eau potable de Grarem et de Gravelotte dépendait de la source de Kamra (appelée Aïn-Gamra par les Algériens), située sur la carte au 1/50 000 (région Sidi-Driss) en 827,6 - 369,6 à 560 mètres d'altitude et non pas 3 500. Sabotée par les rebelles, quelques jours avant le drame, la source — qui avait toujours été respectée — ne débitait plus, privant surtout les populations civiles de l'eau indispensable. L'armée avait toujours la ressource d'utiliser ses camions-citernes qu'elle remplissait en d'autres points d'eau tels que Sidi-Mérouane et Sil-ana dans le « quartier » de Grarem.

Début novembre 1955, le

Sur la frontière algéro-tunisienne, une nuit en plein hiver, un des postes de surveillance du barrage de la ligne Morice qui court sur plus de 500 kms





Un passager bien à l'étroit : de Gaulle

capitaine Duhem, désireux de mettre fin à cette pénurie d'eau dont souffraient uniquement ses administrés, demanda une escorte au chef de bataillon commandant le 351e R.I. en lui précisant qu'il ne désirait faire qu'une simple reconnaissance pour évaluer la nature des travaux de réfection à entreprendre ultérieurement. La section de l'aspirant Capdeville fut désignée, avec mission de ne faire qu'un aller-retour Gravelotte-Kamra. En début d'après-midi, l'équipe du capitaine Duhem s'aperçoit que le sabotage ne nécessite pas de longs travaux de réparation et, guidée par le souci de redonner au plus vite cette eau nécessaire aux populations, elle s'attache à réparer les dégâts causés par les rebelles. Durant ce laps de temps, s'effectue une forte concentration d'éléments adverses — vraisemblablement cachés dans des grottes — disposant de moyens de feu importants qui, utilisant parfaitement le terrain, encerclent à son insu la section de protection Capdeville — en tenant certaines hauteurs —, la plaçant en nette situation d'infériorité. Dès les premiers coups de feu, le servant du poste radio (soldat du contingent) est tué et le tir précis des armes automatiques empêche la récupération de l'appareil, privant du même coup la section Capdeville de toute liaison, donc d'un soutien quelconque. Après un combat inégal et en raison tant de la situation précitée que de la mission même reçue, l'ordre de repli vers Gravelotte est donné vers 17 heures. C'est près de Hamala, à moins d'un kilomètre de son S.A.S., que le capitaine Duhem tombe au champ d'honneur dans ce décor où il avait toujours donné le meilleur de lui-même. Alerté par l'absence de liaisons radio, le commandant du quartier de Grarem rassemble et envoie aussitôt des renforts qui, vers 18 heures, ratissent en vain le terrain, l'ennemi ayant regagné ses repaires dans le djebel M'Cid-Aïcha après son mauvais coup.

Il est exact qu'une opération fut déclenchée — avant l'aube le lendemain — par le commandant du 351e R.I., pour essayer d'accrocher tout élément adverse resté sur le terrain. Après une journée de recherches sur le versant sud du djebel, parmi des grottes et abris naturels, l'adversaire a perdu 8 tués dénombrés, 7 armes individuelles et des documents divers dont l'un précisait que le chef de la S.A.S de Gravelotte était condamné à mort et l'autre donnait le schéma des défenses du poste militaire de Gravelotte. Durant ces deux combats, nous avons — hélas ! — à déplorer la mort du capitaine Duhem et du soldat radio de la 14e compagnie ; malgré ces lourds sacrifices, on est loin des pertes dont fait état Namous Rachid.

A la suite de ces combats, des reconnaissances aériennes approfondies, demandées par le commandant du quartier de Grarem, ont permis de photographier, de répertorier, et d'identifier toutes les grottes du djebel M'Cid-Aïcha dont l'A.L.N. se servait pour disparaître et effectuer, à la demande, des concentrations capables de « fondre » sur tout adversaire se présentant en état de faiblesse. Ce sont ces reconnaissances qui sont à l'origine du « nettoyage » complet de ce djebel — le 25 mai 1959 — et j'ai l'impression que Namous Rachid, si jeune à l'époque, confond cette dernière opération (dans sa description aux pages 2065 — « Ni bruit ni geste » — et suivantes) avec celle déclenchée le lendemain de la mort du capitaine Duhem. Vous trouverez ci-joint des photocopies de l'article publié le 26 mai 1959, dans *la Dépêche de Constantine* relatant le nettoyage du djebel M'Cid-Aïcha qui a coûté aux forces adverses une trentaine de tués, 85 prisonniers, un fusil mitrailleur français 24-29, une mitrailleuse allemande M G. 42, un mortier de 50 mm, deux pis- ■

Berhoum . la partie est du poste; au centre, les cuisines sous un toit de tôle ondulée. L'été, on y cuisait comme dans un four. Un vrai plaisir pour le cuistot !



tolets mitrailleurs, une quarantaine d'armes individuelles, enfin un lot important de munitions et de documents.

En lisant les souvenirs de jeunesse de Namous Rachid, on pourrait — s'éloignant de la réalité — croire que l'armée française a été battue sur le terrain; il est donc nécessaire de rétablir la vérité en portant mon témoignage à la connaissance des lecteurs de *la Guerre d'Algérie* publiée par vos soins et je vous serais très obligé de bien vouloir m'en accuser réception.

M. G...

★

.. Dans votre revue « Historia Magazine » *la Guerre d'Algérie* du 19 février 1973, nº 71, vous publiez le témoignage de M. Namous Rachid, jeune Algérien vivant dans le djebel près des sources d'Aïn-Gamra, dans le Constantinois. Si vous le permettez, je pense apporter à ce témoignage quelques précisions supplémentaires.

Tout d'abord le camp de Gravelotte à Grarem n'était pas tenu à cette époque-là par des artilleurs, mais par la 14e compagnie du 3e bataillon du 51e R.I. et commandée par le capitaine Martin et le lieutenant Mellet.

Les sources d'Aïn-Gamra, si mes souvenirs sont exacts, se trouvent en dessous de la montagne du M'Cid-Aïcha.

Il est exact que dans ce secteur s'est déroulé un drame affreux; il est exact aussi que les conduites d'eau alimentant le camp de Gravelotte et Grarem furent bouchées à seule fin, bien sûr, de tendre une embuscade à ceux qui iraient les déboucher, ce qui s'est produit.

Le capitaine S.A.S. en question était le capitaine Duhem; il est exact aussi que la première balle tirée par les rebelles fut pour le radio; si mes souvenirs sont bons, il s'appelait Callès.

Mais ce qui est inexact, c'est le récit de l'opération lancée le lendemain, car les rebelles (si toutefois il y en avait bien 400 après leur embuscade) avaient bien pris le soin de quitter les lieux.

Il est navrant que des femmes et des enfants fussent parfois les victimes de certains accrochages, mais quelle idée pour des combattants, puisque les rebelles se disaient des combattants, de se servir comme bouclier de toute une population, et puis, ma foi, puisqu'ils étaient si courageux au point d'avoir des surnoms comme « Tarzan », ou encore « Le chien enragé de Soufflot », et j'en passe, pourquoi refusaient-ils si souvent le combat?

Et il est navrant aussi de constater, quinze ans après, que la propagande F.L.N. ne change pas et est souvent exagérée.

M. Cl. B..., 33850 Léognan

★

.. Je lis votre revue *la Guerre d'Algérie* depuis sa parution avec beaucoup d'intérêt.

J'ai moi-même participé à la guerre d'Algérie en 1958 et 1959. Je faisais partie des appelés du contingent de l'armée de l'air qui, en février 1958, furent versés dans les armées de terre conformément au plan Icare qui transféra en renfort trois contingents de l'armée de l'air dans les armées de terre.

C'est comme cela que je me retrouvai, avec quelques copains de classe (après avoir fait mes classes et un brevet à Toulouse), à Douera au 45e R.T., puis à Batna au 71e B.T. et enfin, en 1958 et 1959, à Tébessa et Bir-es-Ster, sur la frontière tunisienne, dans la 75e C.T. faisant partie de la 25e division de parachutistes avec à sa tête le général Ducournau.

Je pense que vous pourriez consacrer un article sur cette phase de la guerre d'Algérie, où plusieurs milliers de soldats de l'armée de l'air se sont retrouvés soit dans les chasseurs alpins, soit dans les paras ou les tirailleurs, et qui parfois ont endossé trois ou quatre uniformes de l'armée française, ce qui fut d'ailleurs le cas pour moi-même.

M. J. C..., 84300 Cavaillon

★

.. Dans votre numéro 70 de *la Guerre d'Algérie* j'ai remarqué l'article de M. Pierre Croissant, intitulé : « En éclaireur sur la voie ferrée ».

Je connais fort bien cette ligne de Blida à Djelfa, que j'ai empruntée de nombreuses fois, à l'occasion de mes congés an-

Haubin



Les docks de Sétif, ville créée au milieu du XIXe siècle au centre d'un vaste plateau.



Un cercle féminin en Algérie. Il s'en créera un peu partout, qui réunira les musulmanes, jeunes et vieilles, et les Européennes

nuels que j'allais passer au bord de la mer, venant de Laghouat d'où un car m'amenait à Djelfa, car je préférais le train aux services d'autobus. La ligne était effectivement une voie étroite, mais pas de 0,60 m. Au surplus, que je sache, les C.F.A. n'ont pas exploité en Algérie une ligne de cet écartement. Toutes les voies étroites des C.F.A. étaient à l'écartement de 1,055 m, qui était précisément celui de cette ligne de Blida à Djelfa dont le projet initial prévoyait le prolongement jusqu'à Laghouat et Ghardaïa.

Les C.F.A. avaient d'autres grandes lignes de pénétration vers le sud, toutes de ce même écartement, et notamment les lignes suivantes : Oran à Colomb-Béchar par Saïda et Aïn-Sefra; Oran à Tiaret, Burdeau et Trumelet, par Mostaganem et Relizane (cette ligne comportait un embranchement sur Mascara à Prévost-Paradol et cet embranchement était desservi au départ de Tiaret); Blida à Djelfa; Biskra-Touggourt, qui fut mise à l'écartement normal de 1,435 m pour permettre le transport du pétrole brut d'Hassi-Messaoud vers les ports d'embarquement, en attendant la construction de l'oléoduc vers Bougie.

Je n'ai jamais entendu parler de voie à l'écartement de 0,60 m appartenant aux C.F.A. Il y a bien eu des voies d'écartement inférieur à celui de 1,055 m, mais elles étaient la propriété de sociétés privées. Il y a eu notamment la voie de la société des Mines du Zaccar, qui transportait le minerai de fer de Miliana jusqu'à la gare de Miliana-Marguerite, sur la ligne d'Alger à Oran, et aussi la ligne de la mine des Beni Felkaï, dans la région de Kerrata en Kabylie, et qui transportait le minerai de fer depuis la mine jusqu'à l'embarcadère. La première ligne était à l'écartement de 0,60 m, quant à la seconde elle était à l'écartement de 0,76 m. Seule la première de ces lignes a été utilisée aussi pour le transport des voyageurs en correspondance à Miliana-Marguerite avec les trains de la grande ligne; elle était d'ailleurs placée en accotement de la route, tandis que la seconde était en site propre et très accidentée.

M. R. B...,
13470 Carnoux-en-Provence

(à suivre)



Mechtras. Ce charmant village situé [illegible] ainsi qu'une école d'arboriculture.



les parachutistes, pistolet mitrailleur en travers de la poitrine, regarde

Gracieux, au P.C. d'Hydra. A l'adjoint de Lagaillarde, ▶ il dira : « Je suis comme vous pour l'Algérie française. Mais je ne suis pas un général de *pronunciamiento* ! »



(Suite de la page 2265)

— Ce sont les seuls, dit-il, à pouvoir ramener le calme sans violence.

En accord avec le plan « Balancelle » adopté par Challe et Delouvrier la semaine précédente, trois régiments de paras arrivent à Alger dans l'après-midi du samedi. Il s'agit du 1er régiment étranger de parachutistes, du 1er régiment de chasseurs parachutistes et du 3e régiment de parachutistes d'infanterie de marine. Le 1er R.E.P. du colonel Dufour, basé à Zéralda, rentre d'opération.

Le 1er R.C.P., rappelé de Kabylie, crapahutait la veille encore dans la neige et la boue. Il est formé d'appelés qui ont à leur tête le colonel Brouzat.

Le 3e R.P.I.Ma., colonel Bonnigal, ce sont les Bigeard's boys; l'unité qui a réalisé les plus beaux bilans, aussi bien pendant la « bataille d'Alger » que sur les djebels. La plupart de ces garçons accomplissent leur service militaire.

Dans leur ensemble, les officiers et cadres de ces trois régiments sont « Algérie française », mais sans ce caractère passionnel propre aux pieds-noirs. Pour eux, la France et l'Occident jouent leur va-tout en Algérie, dernier rempart contre le communisme. Cette conviction, ils la puisent dans leur expérience indochinoise.

Sans nécessairement partager les mêmes idées, leurs paras sont des jeunes gens sportifs et pleins d'allant; ils ont vingt ans, l'âge des enthousiasmes et font la guerre contre un ennemi valeureux, digne d'eux-mêmes.

Tels sont les soldats que commande le général Gracieux. Le patron de la 10e D.P. était lui aussi en opération. Serge et Merry Bromberger le décrivent « massif et réfléchi, un peu prisonnier de ses colonels et chefs de bataillon ». Il est vrai qu'à la fougue de ses officiers, Gracieux oppose un bon sens terrien : c'est un Vendéen.

L'utilisation des parachutistes de la 10e D.P. dans l'affaire des barricades présente deux avantages; ainsi que le proclament leurs officiers, ils ne sont pas venus pour tirer sur la foule. Et puis ce sont des soldats aguerris; ils ne s'affoleront pas à la première alarme. En revanche, en cas de coup dur, ils risquent de passer — en partie du moins — du côté des manifestants.

Le dimanche 24 janvier est le grand jour. Le temps est frais, le soleil magnifique. La grève générale aidant, rendez-vous est donné à la population sur le plateau des Glières. Pour faire échec au rassemblement, des barrages sont mis en place sur les routes, dans les faubourgs. Le plateau des Glières, qui descend en pente douce vers la mer, sera cerné par les parachutistes : à l'ouest, entre le lycée Bugeaud et la caserne Pélissier, le 3e R.P.I.Ma. isolera les faubourgs de Bab-el-Oued et de Saint-Eugène; au nord, le 1er R.E.P. interdira le passage aux habitants venant des hauts d'Alger; à l'est, le 1er R.C.P. s'opposera aux cortèges venant de Belcourt, Kouba, Hussein-Dey et Maison-Carrée. Quelques pelotons de gendarmes resteront en réserve dans les locaux du G.G.

Tout paraît parfaitement organisé; du moins sur le papier. En réalité, le colonel Fonde semble éprouver quelque difficulté à s'entendre avec les parachutistes. Au titre du maintien de l'ordre, il commande les trois régiments de la 10e D.P. qui relèvent également du général Gracieux. Alors, autant pour ménager les susceptibilités que pour respecter le principe hiérarchique, il est décidé que Fonde communiquera ses ordres aux paras en passant par leur P.C. situé à Hydra. Mais on devine les lenteurs, les difficultés d'interprétation auxquelles peut donner lieu un tel système de transmissions.

Un mauvais vent de peur et d'angoisse

A 10 heures, les anciens combattants, drapeaux déployés, s'ébranlent de plusieurs points de la ville, à la tête de centaines de manifestants. Vers 11 heures, ils arrivent en vue des cordons de parachutistes, précédés par les sections opérationnelles des U.T., en uniforme et en armes. A intervalles réguliers retentissent de vibrants « Algérie française! ».

Les paras, en tenue camouflée, le pistolet mitrailleur en travers de la poitrine, regardent les cortèges s'avancer vers eux. Ils ont pour instructions de n'ouvrir le feu que si on leur tire dessus. Ils n'ont ni fusils mitrailleurs ni grenades; leurs P.M. sont seulement approvisionnés d'un chargeur de 25 cartouches, mais non armés. Les hommes sont maintenant au contact : ici des heurts, là des mouvements divers, ailleurs une bousculade et puis, soudain, les barrages cèdent et laissent passer la foule. Fonde est furieux :

— Les paras me font un enfant dans le dos! s'écrie-t-il.



◀ Le général Crépin vient d'être nommé commandant du corps d'armée d'Alger en remplacement de Massu, en « disgrâce » depuis son interview [redacted] journaliste allemand Kempski. Une place difficile à prendre. Massu, le dernier des généraux du 13 [redacted] symbole. Aux yeux des pieds noirs, il est le garant de l'Algérie française.

la foule avancer sur eux

La Redoute. Au fond, le ravin d'Hydra. C'est le P.C. ▶ de la 10e D.P., situé à Hydra, qui transmettra aux trois régiments de paras les ordres du colonel Fonde.



Alors, puisque l'action en souplesse des paras a fait faillite, le commandant d'Alger-Sahel ordonne à Debrosse de réunir douze escadrons de gendarmerie au pied du bâtiment de la Délégation générale :

— Ils vont vouloir reprendre le G.G. comme au 13 mai; rassemblez vos types.

Le plan de Fonde est de refouler les manifestants du Forum vers l'ouest de la ville. Les parachutistes épauleront les gendarmes, ces derniers constituant la masse de manœuvre principale. L'heure H est fixée à 18 heures. En attendant, c'est la liesse populaire, réchauffée par la douce tiédeur du soleil : l'attitude des paras, qui ont laissé faire, tend à faire croire que l'armée est tacitement d'accord avec les Algérois. Pour beaucoup, ce 24 janvier est un nouveau 13 mai : l'Algérie française est en marche.

En fait, des pourparlers sont engagés : Ortiz avec Challe, Forzy avec Gracieux.

— J'ai exposé vos sentiments à Challe, dit le patron de la 10e D.P. Il les comprend. Mais il vous demande, pour le bien de l'Algérie, pour le bien du pays, de renoncer à votre occupation armée.

— Je vous demande la permission de ne pas répondre, rétorque l'adjoint de Lagaillarde. Considérez mon silence comme un secret militaire. (*Puis, après un instant de réflexion* :) Est-ce que les paras tireront?

— Vous savez bien que non, c'est impossible.

En revanche, les ordres de Lagaillarde sont formels : il ouvrira le feu sur tout ce qui passera à moins de 30 mètres de ses positions.

Soudain, vers 16 heures, un mauvais vent, celui de l'angoisse et de la peur, succède au zéphyr de l'allégresse. Un bruit se répand : les gendarmes vont charger en descendant les escaliers du Forum. Les esprits s'emballent, les nouvelles les plus invraisemblables circulent.

A 17 heures, le colonel Fonde s'adresse aux gendarmes du G.G. :

— Vous allez descendre les escaliers du Forum. Vous serez couverts par les paras sur votre droite. Vous descendrez avec eux le boulevard Laferrière et vous le dégagerez sur toute sa longueur... Vous chargerez au plat de la crosse.

Un hurlement retentit

Vingt minutes plus tard, l'ordre de mouvement est transmis au P.C. de la 10e D.P. qui le répercute au 1er R.E.P. et au 1er R.C.P. Stationnés au parc de Galland, les légionnaires du 1er R.E.P. sautent dans leurs camions en direction du plateau des Glières. Au même moment, les chasseurs du 1er R.C.P., qui sont au carrefour de l'Agha, reçoivent pour mission de gagner la grande poste. Chacune de ces unités a une grande demi-heure pour parcourir quelque 2 kilomètres. C'est, théoriquement, plus qu'il n'en faut. Mais l'itinéraire du 1er R.E.P. passe sous les canons des fusils mitrailleurs de Lagaillarde. Dufour rend compte à Hydra :

— Retardé par un obstacle sur le parcours, je ne serai pas à l'objectif prévu.

Broizat, dont le parcours est libre, se tient en liaison constante avec son camarade. Le voyant en difficulté, obligé de stopper, il s'arrête à son tour. Aucun des deux régiments de parachutistes n'est en vue à 18 heures. Fonde n'a-t-il pu être prévenu ou a-t-il maintenu malgré cela l'ordre d'assaut? La masse compacte des gendarmes — ils sont 1 500, bottés, casqués, hostiles — s'ébranle au pas de charge; un hurlement retentit :

— Les C.R.S., ils arrivent!

Et c'est l'horrible fusillade.

— J'ai vu, dira un colonel de paras, posté au haut des escaliers, ce que je n'avais jamais vu sur les champs de bataille : des gens penchés aux fenêtres qui tiraient sur les blessés se traînant sur les trottoirs.

Au beau milieu du carnage, Debrosse communique à Fonde :

— J'ai quatre tués et des blessés; un ▶



◀ Les légionnaires gardent le central téléphonique. Ainsi, devant chaque bâtiment public, paras, gendarmes et légionnaires ont été placés pour éviter que les insurgés ne [redacted] emparer. Devant les barricades, également, les paras vont rester l'arme au pied. Leur présence aura sur la population un effet [redacted] jours, ce sera la fête

la population est venue partager avec les paras le petit déjeuner : café et croissants



◀ Pour empêcher la foule de rejoindre les insurgés, des barrages ont été dressés. Mais avec la foule, les paras ont une attitude amicale. Ceux de la...



... 10e D.P. ont des ▶ [redacted] population. Le symbole que représente le général Massu, ils le représentent aussi, à leur manière.

... Beaucoup ont fait l'Indochine. Ils y ont connu l'amertume de la défaite. Aussi [redacted] l'Algérie un peu comme leur revanche. ▼

F.M. tire du P.C. d'Ortiz et les paras ne sont pas là!

— Stoppez où vous êtes et attendez les paras, s'écrie le commandant d'Alger-Sahel, qui tempête : Mais, bon Dieu de bon Dieu! qu'est-ce que fout Dufour? Il a deux cents mètres à faire!

Il est 18 h 40 lorsque cesse le feu des armes lourdes et que débouchent, par le boulevard Baudin, les parachutistes du 1er R.C.P. Les légionnaires arrivent à leur tour. Leur apparition simultanée déclenche des vivats et des applaudissements passionnés. Mais, partout, des blessés réclament des soins; les paras se précipitent, secourant les uns, en délivrant d'autres des mains d'une foule prête à les lyncher. Les regards des gendarmes sont lourds de reproche.

Dans la soirée, la folle effervescence tombe peu à peu. Le 1er R.C.P. s'installe autour de la grande poste. Dans le camp d'Ortiz, c'est l'euphorie; déjà, on songe à la constitution d'un gouvernement de sauvegarde nationale. Lagaillarde, qui ne veut pas être pris de vitesse par son concurrent, s'enquiert auprès de Broizat :

— Et si j'occupais la poste et la radio?

— Je vous rentre dedans, rétorque sèchement le colonel. Je n'irai pas vous attaquer chez vous mais je ne vous permettrai pas d'occuper un bâtiment public.

Comme on le voit, les paras n'ont pas basculé du côté de l'insurrection. Toutefois, selon Gracieux, ils n'obéiraient pas non plus à un ordre d'assaut. Aussi le patron de la 10e D.P., qui a reçu en fin de journée le commandement d'Alger-Sahel, passe-t-il en revue avec Challe les moyens de réduire les barricades sans employer la manière forte. Il songe un moment à faire entrer les paras en chantant, l'arme à la bretelle, dans le camp retranché; mais les insurgés se répandraient dans la ville, y semant de nouveaux désordres. Il envisage également de faire jeter sur les barricades des bombes lacrymogènes et de mettre ensuite les paras en action, avec leurs masques à gaz. Mais ce serait asphyxier tout Alger. En fait, la seule façon raisonnable de désamorcer l'émeute serait que, renonçant à l'autodétermination, de Gaulle affirmât de nouveau clairement le principe de l'Algérie française. Or le chef de l'État, qui doit prononcer son allocution radiotélévisée le vendredi 29 au soir, reste sourd aux supplications de ceux qui lui demandent de l'avancer du fait des circonstances.

Pendant la longue attente, les paras vont rester l'arme au pied devant les barricades. Le lundi 25 au matin, dans un grand élan d'affection, la population est venue partager avec eux le petit déjeuner :



télévision. Mais, dès les premiers mots, les illusions se dissipent. Des cris retentissent :

— De Gaulle au poteau!

Cependant, le choc en retour est tel que les élans et les énergies sont soudain brisés, détrempés par la pluie qui tombe à grosses gouttes depuis le matin. Le lendemain, samedi, Gracieux met fin, sans opposition, à la grève générale. Le dimanche 31 janvier, le 3e R.P.I.Ma. et le 1er R.C.P. quittent Alger; le patron de la 10e D.P. transmet ses pouvoirs au général Toulouse, adjoint de Crépin. Seul, le 1er R.E.P. reste à Alger. Il sera le témoin du dernier acte de la « semaine des barricades ». Ortiz est parti, dégoûté; mais Lagaillarde est toujours aussi irréductible. Après de longues et inutiles palabres, le colonel Dufour escalade, tard dans la nuit, la barricade de la rue Édouard-Cat. Il est conduit auprès de Forzy.

— Ça suffit maintenant, Forzy. Je quitte Alger demain à 7 heures. Je ne sais pas qui me remplacera; pour vous, il n'y aura pas de reddition, vos partisans pourront rentrer chez eux librement en laissant leurs armes. Les autres rejoindront le 1er R.E.P. où ils seront constitués en commandos opérationnels

Mais Lagaillarde ne fléchit pas. Alors, Dufour a recours à d'autres arguments Il dépeint le durcissement de l'opinion en métropole, où les communistes organisent une grève de solidarité avec le gouvernement; il expose le climat en Tunisie, où Bourguiba, profitant de la crise, réclame Bizerte; enfin, il en vient à l'Algérie : les troupes assurant le maintien de l'ordre sur place manquent au quadrillage, situation dont bénéficie le F.L.N. Lagaillarde cède enfin, à 11 h 45, le 1er février, il passe en revue ses fidèles dont une centaine iront, avec Forzy, s'engager dans les rangs du 1er R.E.P. en y formant le commando Alcazar.

Le temps est revenu au beau. La nature, impassible et indifférente aux malheurs des hommes, se pare, ce matin-là, de nouvelles et éclatantes couleurs. H

Denis BALDENSPERGER

on ouvre des bouteilles thermos où fume un café odorant, on mord à belles dents dans des croissants chauds; les tenues camouflées se mêlent aux uniformes des U.T.; un peu plus tard, des haut-parleurs sont branchés et déversent sans discontinuer des airs de musique militaire. Pendant cinq jours, ce sera la fête, sans heurts, sans drames. La présence des paras, arbitres de la situation, agit comme un baume. S'ils sont là, c'est que tous les espoirs sont permis. Ils empêchent les pieds-noirs de se livrer à de nouvelles folies; ils donnent aux autorités le répit nécessaire pour envisager calmement les possibilités de sortir du guêpier. Car de fiévreuses tractations et conversations se déroulent « au sommet ». Debré est venu en coup de vent à Alger, dans la nuit du 24 au 25 pour prendre la température. Il interroge, un à un, les chefs militaires :

— J'ai fait le tour des barricades, annonce Gracieux. Si on donne l'ordre d'attaque, je ne marche pas. On me mettra aux arrêts si on veut

Il est certain que la fraternisation des bérets rouges et des bérets verts avec la population n'en fait plus des éléments sûrs. Sait-on jamais quel déchaînement soulèvera le discours du général de Gaulle? Et quelle sera, alors, l'attitude des paras? Challe et Delouvrier se sentent de plus en plus prisonniers de la ville; le jeudi 28, ils la quittent pour s'installer à Reghaïa, petite bourgade située à 28 km à l'est d'Alger. Le général Ely, chef d'état-major de la Défense, venu les y rejoindre le temps d'une conférence, conclut à la nécessité de relever la 10e D.P. par la 25e D.P. afin que les choses puissent être fermement reprises en main. Le soir, sur les antennes de France V s'élève, pathétique, la belle voix de bronze du délégué général :

— En plébiscitant de Gaulle, vous sauvez l'armée et son unité, vous sauvez la France. Vous gagnez ainsi la guerre d'Algérie, vous allez tuer le F.L.N. qui attend en ricanant dans l'ombre.

Décontenancée, désarçonnée, la population algéroise se reprend à espérer. Vingt-quatre heures plus tard, de Gaulle, en uniforme, apparaît sur les écrans de

Les paras. Une arme d'élite qui considère parfois ▶ avec condescendance les « biffins qui, dans une morne garnison ou à l'abri des barbelés d'un poste perdu dans le bled, attendent passivement la quille ».



LE F.L.N. NE VEUT PAS DU

L'ANNÉE 1960 commence sous le signe d'une certaine tension entre de Gaulle et la direction du F.L.N. réunie à Tripoli, où se déroulent les travaux du troisième Conseil national de la révolution algérienne. Les leaders du Front reprochent en effet au président français d'avoir évoqué une nouvelle fois, dans son message du nouvel an, la doctrine de la « paix par la victoire ».

Ils ripostent en faisant publier dans *El-Moudjahid* du 5 janvier un article qui met l'accent sur « la lutte militaire de l'A.L.N. » et qui polémique avec « certains théoriciens » — français, africains et même tunisiens, bien que le nom de Bourguiba ne soit pas prononcé — accusés de jouer les conseillers abusifs et de recommander des thèses capitulardes : « Il faudrait que le F.L.N. cessât de mettre l'accent sur la lutte militaire pour porter toute son attention sur l'action diplomatique. Il faudrait que le F.L.N. sortît de son intransigeance, qu'il allât à Paris. Il faut donc,



DRAPEAU BLANC

◂ Le long de la frontière algéro-marocaine, des maquisards prisonniers posent des mines sur le barrage, qui s'étend de Port-Say à Colomb-Béchar.

s'il faut en croire ces théoriciens, aller à Paris les yeux bandés et avec, pour tout viatique, la foi en de Gaulle, un de Gaulle qui n'entend discuter avec nous que du cessez-le-feu. »

Le comportement des « ultras » civils et militaires les pousse d'ailleurs à maintenir cette attitude intransigeante. Tous les rapports que l'organisation clandestine F.L.N. d'Alger envoie à Tripoli signalent en effet que l'extrême droite a décrété une véritable mobilisation contre le « principe de l'autodétermination de l'Algérie » mis en avant par de Gaulle et que la tension ne cesse de monter au sein de la population européenne.

Un message pour de Gaulle

Les prises de position publiques, à Alger, du Comité d'entente des mouvements nationaux (15 janvier), du Comité d'entente des anciens combattants et de la Fédération des maires et parlementaires de l'Algérois, qui se déchaînent contre la « politique d'abandon du 16 septembre », renforcent, à ce sujet, la conviction des dirigeants du F.L.N. Ceux-ci, à Tunis, reprochent au chef de l'État sa « mollesse » face au déchaînement des partisans de l'Algérie française.

Un coup de théâtre se produit cependant le 18 janvier. De Gaulle, qui, à la veille de Noël, avait déjà fait savoir au G.P.R.A., par l'intermédiaire de Jean Amrouche, qu'il était prêt à ouvrir de nouvelles négociations confidentielles avec la direction du F.L.N., prend, à cette date, une initiative plus précise. « Je souhaite, fait-il dire — toujours par Jean Amrouche —, établir avec vous un contact aussi sérieux que confidentiel. Je suggère qu'après la clôture des travaux du C.N.R.A., Ferhat Abbas rencontre secrètement à Rome un membre influent de mon cabinet, René Brouillet. »

L'espoir de la « paix négociée » renaît au cœur même du « parlement du F.L.N. » Les leaders les plus « politiques » de la nouvelle équipe dirigeante qui vient d'être désignée par le G.P.R.A. — Ferhat Abbas, président du gouvernement, Krim Belkacem, nouveau ministre des Affaires étrangères, Saad Dahlab, nouveau secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, et M'hamed Yazid, ministre de l'Information — se réunissent d'urgence pour définir la réponse à donner à l'« ouverture » de l'Élysée.

Ils décident que la « déclaration finale du C.N.R.A. » qui va être rendue publique le lendemain, prenne, à l'égard du gouvernement français, une position ferme, mais ne bloque pas les perspectives de reprise du dialogue. Une habile distinction sera effectivement faite, dans ce texte, entre le premier ministre et les chefs militaires français », accusés de « refuser les chances de la paix » et de « préférer la continuation d'une guerre de reconquête coloniale », et de Gaulle, auquel on rappelle seulement l'ambiguïté de sa politique : « Le C.N.R.A. souligne la contradiction majeure qui existe entre, d'une part, la reconnaissance du principe de l'autodétermination et, d'autre part, le refus de la négociation et la poursuite de la guerre. »

Restent les contacts confidentiels. Jean Amrouche est chargé de transmettre à de Gaulle le message suivant : « Le président du G.P.R.A. est prêt à envoyer un émissaire secret vous rencontrer personnellement. Il est prêt aussi à recevoir en personne René Brouillet à Tunis, ou à Tripoli, puisque le gouvernement français souhaite le secret le plus absolu et qu'il est plus facile d'assurer ce secret dans la capitale libyenne. Le président du G.P.R.A. souhaite que le président de la République française donne une réponse extrêmement rapide à cette proposition. »

La « réponse rapide » attendue n'arrive pas, et pour cause. Le 19 janvier, de Gaulle prend connaissance, avec colère, du texte de l'interview accordée par le général Jacques Massu, commandant du corps d'armée d'Alger, à un journaliste allemand, l'ancien parachutiste Kempski, et publiée dans le quotidien munichois *Suddeutsche Zeitung*. En déclarant que « l'armée ne comprend plus la politique algérienne du président de la République », Massu vient en effet d'ouvrir les hostilités avec l'Élysée. De Gaulle décide de réagir vigoureusement, mais il lui est impossible de mener à la fois deux grandes opérations, l'une en direction du F.L.N., l'autre contre ses adversaires d'Alger. Le projet d'une rencontre entre un membre de son cabinet et Ferhat Abbas est donc provisoirement abandonné.

Il existe ainsi, au début de la crise qui vient de s'ouvrir, une sorte de compréhen- ▸



« ...J'ai la prétention d'avoir joué un rôle dans l'histoire de la guerre d'Algérie » (Cᵉˡ Argoud). Nombreux ont été ceux qui ont voulu faire leur guerre...



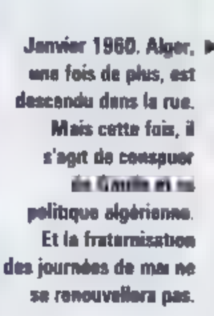
◂ Jean Amrouche, en compagnie de Habib Bourguiba. Amrouche, Algérien et gaulliste, avait été chargé par René Brouillet, peu après l'arrivée au pouvoir de De Gaulle, de sonder les intentions des représentants du F.L.N. C'est par son intermédiaire que de Gaulle fit savoir au G.P.R.A., peu avant Noël, qu'il était prêt à établir le contact.

◂ Retour des prisonniers après le travail. Les djounoud malmenés par l'offensive Challe, ont mauvais moral. En 1959, beaucoup se sont laissé faire prisonniers.



les chefs du G.P.R.A., son

◄ Mai 1958. Devant cet élan de fraternisation, devant le formidable prestige du général de Gaulle auprès des musulmans, le F.L.N. craignait de voir se dégrader les données de sa lutte.



Janvier 1960. Alger, une fois de plus, est descendu dans la rue. Mais cette fois, il s'agit de conspuer de Gaulle et sa politique algérienne. Et la fraternisation des journées de mai ne se renouvellera pas. ►



sion réciproque entre de Gaulle et les dirigeants F.L.N. de la « deuxième vague ».

On estime en effet, à l'Élysée, que le remaniement du G.P.R.A. a été plutôt positif dans la mesure où, après de tumultueuses péripéties, il s'est traduit, finalement, par le renforcement de l'autorité des « modérés » (Abbas, Francis, Yazid) et, au contraire, par l'élimination de certains leaders considérés à Paris, à tort ou à raison, comme « trop nassériens » (Lamine Debaghine et Toufik El-Madani) ou « trop prochinois » (le général interprète comme un « recul des extrémistes » l'éviction de trois ministres — Chérif Mahmoud, Ben Khedda et Omar Oussedik — qui avaient fait, en 1958 et 1959, « un inquiétant voyage à Pékin »).

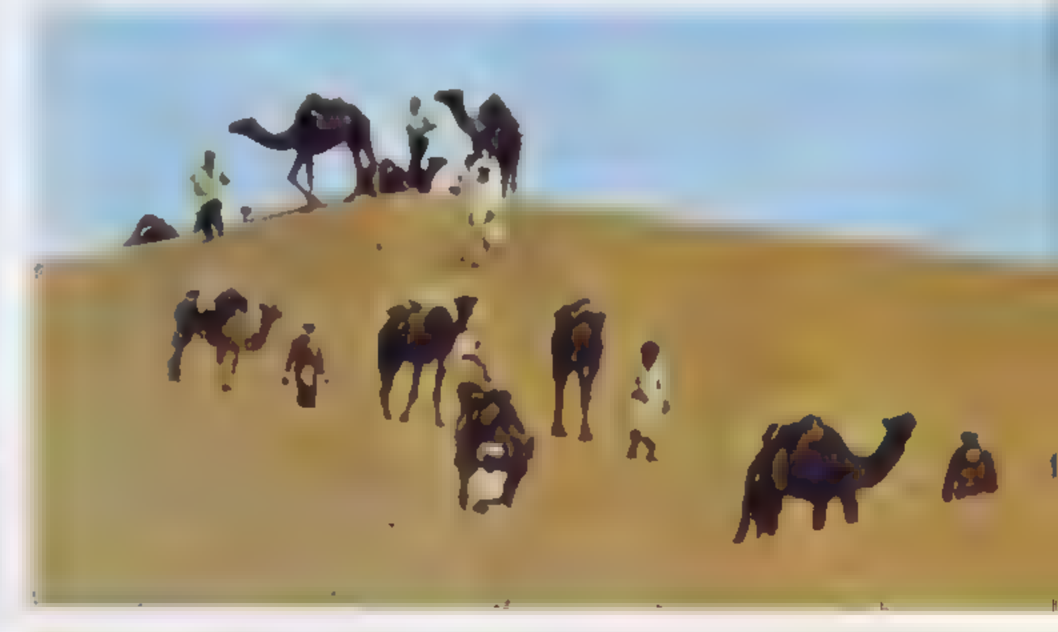
A Tunis, où l'on suit heure par heure les développements de l'affrontement entre de Gaulle et les « ultras », le G.P.R.A. applaudit discrètement à la série de mesures marquant ce qu'Ahmed Francis appelle « la contre-attaque gaullienne » : révocation de Massu le 20 janvier, remplacement, le 22 janvier, du général de la « bataille d'Alger » par un « loyaliste », le général Crépin (« qui, commandant de la zone sud-oranaise, s'est, assure Krim Belkacem, battu contre l'A.L.N. en respectant les lois de la guerre »), nette condamnation de l'émeute, lorsque, le 24 janvier, des centaines d'activistes entrent en rébellion à l'appel de Pierre Lagaillarde et de Joseph Ortiz.

Un rude discours

Un échange de coups de feu meurtriers a lieu, boulevard Laferrière, près du monument aux morts, entre les gendarmes du colonel Debrosse et les insurgés. Ceux-ci se retranchent dans le « réduit des facultés », où des barricades sont dressées. L'état de siège est décrété. Michel Debré fait un voyage-éclair à Alger, où les officiers supérieurs qu'il rencontre — le colonel Argoud notamment — font pression sur lui pour que le gouvernement revienne sur « la désastreuse autodétermination ». A son retour à Paris, il plaide cette cause au sein d'un conseil des ministres divisé. Sa mansuétude à l'égard des hommes de Lagaillarde et d'Ortiz et ses propos sur la menace d'une « sécession de l'armée française » au cas où « on donnerait à cette armée des ordres qu'elle se sentirait moralement incapable d'exécuter » impressionnent très défavorablement les dirigeants de la Fédération de France du F.L.N.

L'un d'eux envoie à Tunis un rapport particulièrement pessimiste : « De Gaulle paraît débordé. C'est Debré qui, maintenant, donne le ton, en se prévalant de l'appui du général Challe, commandant l'armée française d'Algérie. Le président de la République a pour lui les ministres libéraux, tels que Malraux, Buron, Michelet, Sudreau, mais le premier ministre s'appuie sur des ministres comme Soustelle, Cornut-Gentille, Giscard d'Estaing, qui se battent furieusement pour l'Algérie française. L'influence de ce clan est telle qu'à l'heure actuelle on parlemente avec les ultras révoltés à Alger, au lieu d'utiliser la force pour les faire capituler. »

Une telle prise de position recrée, au sein du G.P.R.A., le vieux clivage entre ceux qui sont portés à faire un minimum de confiance à de Gaulle et ceux qui montrent une méfiance tenace envers le chef de l'État français. Les premiers



suspendus à leurs postes de radio pour écouter le général de Gaulle



insistent, lorsqu'ils commentent le discours prononcé le 29 janvier par le président de la République, sur la vigueur avec laquelle celui-ci a réaffirmé la valeur de l'autodétermination de l'Algérie.

Les intransigeants font également observer que le « néo-nationalisme français » se manifeste, non seulement à l'égard des Algériens, mais aussi des Tunisiens. Le contentieux entre Paris et Tunis au sujet de Bizerte s'est, en effet, aggravé : Bourguiba a demandé, le 25 janvier, au cours d'un meeting contre les essais nucléaires français au Sahara, l'évacuation de cette base toujours occupée par l'armée française, mais de Gaulle fait publier une note très sèche disant que « le statut qui permet à la base de Bizerte de jouer son rôle stratégique » sera maintenu.

Dans cette conjoncture assez tendue, Ferhat Abbas fait, le 27 janvier, une déclaration relativement « dure ». Il affirme, certes, que « le recours à l'autodétermination peut mettre immédiatement fin à la guerre », mais il ajoute : « La négociation n'a désormais pour objet que les modalités et les garanties d'application de l'autodétermination et les conditions du cessez-le-feu. A Tripoli, le C.N.R.A. a envisagé l'hypothèse d'une guerre longue et meurtrière. »

Ce rude discours ne s'adresse pas seulement, d'ailleurs, aux autorités françaises. La deuxième Conférence des peuples africains va s'ouvrir en effet, à Tunis, le lendemain, et le G.P.R.A. tient à affirmer vigoureusement ses « positions anti-impérialistes » de manière à bénéficier d'un soutien politique et matériel accru des pays du « continent noir » qui, après leur indépendance, ont pris des options progressistes et neutralistes et développé leurs échanges avec l'U.R.S.S. et la Chine.

Les ministres algériens ne se désintéressent pas pour autant de ce qui se passe à Alger et à Tunis. Ils sont tous suspendus à leurs postes de radio pour écouter, le 28 janvier, le délégué français, Paul Delouvrier, qui s'adresse, à Alger, aux Européens pour leur annoncer, entre autres étonnantes prophéties, que « le F.L.N. va mourir ». Ils sont encore là pour entendre, le 29 janvier, la pathétique allocution du général de Gaulle.

Celui-ci se montre particulièrement agressif envers le F.L.N. : « L'organisation rebelle prétend ne cesser le feu que si, auparavant, je traite avec elle, par privilège, du destin politique de l'Algérie, ce qui reviendrait à la bâtir elle-même comme la seule représentation valable et à l'ériger par avance en gouvernement du pays. Cela, je ne le ferai pas. » Parlant aux militaires, il leur tient un langage non moins catégorique : « Je m'adresse à l'armée, qui, grâce à de magnifiques efforts, est en train de remporter la victoire en Algérie. Elle a à liquider la force rebelle qui veut chasser la France d'Algérie et faire régner sur ce pays sa dictature de misère et de stérilité. »



De Gaulle. « L'émeute qui vient d'être déclenchée à Alger est un mauvais coup porté à la France », dit-il à la radio la nuit même de la fusillade meurtrière.



Le G.P.R.A. réagit

Les objectifs tactiques de ces propos sont évidents. De Gaulle, qui traverse une passe difficile, veut avant tout « rassurer » les éléments les moins fanatisés de la population européenne et donner certains gages politiques provisoires aux cadres supérieurs et subalternes des unités françaises combattant en Algérie. La manœuvre est d'ailleurs efficace puisque l'épreuve de force d'Alger commence à tourner au désavantage des « ultras », dont les forces, à l'intérieur du « camp retranché », se désagrègent. Les ministres du G.P.R.A. comprennent bien le sens de l'opération menée, de main de maître, par le général, mais ils ont la désagréable impression de n'être, dans tout cela, qu'un objet, un enjeu de « marchandages franco-français » qui passent par-dessus leur tête. Aussi le G.P.R.A. réagit-il vivement dans une déclaration qui hausse le ton et accentue la polémique avec Paris.

Ce texte assure que les « ultras » contrôlent directement, en Algérie, « l'appareil administratif local et une partie de l'armée d'occupation » et que leurs pressions, jointes à celles des milieux les plus « atlantiques » des capitales occidentales font reculer le gouvernement de ▶





A droite : opération en Grande Kabylie. *A gauche* : une caravane passe, dans les territoires du Sud, chargée de matériel pour une katiba. Loin du « bouillonnement d'Alger » et des discussions de Tripoli, des hommes luttent, souffrent, meurent. Et il semble aux *djounoud* que les conditions de lutte au maquis deviennent de jour en jour plus dures et plus dérisoirement vaines... Leur moral s'en ressent.



◄ A Alger, pendant la « semaine des barricades », des maires et des conseillers municipaux manifestent leur solidarité la plus complète avec les insurgés.



Au P.C. du square Laferrière, Marc Lauriol, à qui le Conseil national des indépendants a envoyé un message pour « assurer ses collègues et lui-même de sa solidarité totale et de sa foi en l'Algérie française ».

"el-Moudjahid" accuse le général de Gaulle

Paris. Il ajoute qu' « Alger est livré à l'aventurier Ortiz, au tueur et tortionnaire Laguillarde et à leurs bandes » et que « l'Algérie est livrée à une partie de l'armée française en rébellion ». Il conclut en expliquant que ces faits montrent bien à quel point le G.P.R.A., qui se propose d'agir de nouveau à l'O.N.U. et peut-être de réclamer la convocation de l'Assemblée générale, a raison de demander des garanties pour l'autodétermination.

La capitulation, le dimanche 31 janvier et le lundi 1er février, des « ultras des barricades » ne change pas substantiellement cette analyse. A Tunis, les dirigeants du F.L.N. font à de Gaulle trois reproches principaux :

1) Il n'a pas voulu ou pu empêcher à Alger les atermoiements des chefs militaires français qui, pris entre les ordres reçus et leurs sentiments personnels, souvent favorables aux activistes des barricades, ont tergiversé, louvoyé, donné des gages aux rebelles et pris parfois des positions à la limite de la dissidence;

2) Au lieu de faire arrêter et juger les chefs des rebelles, il les a poussés à s'engager dans des unités de première ligne chargées de « casser du fellagha »;

3) Il a laissé se développer toute une campagne d'opinion sur le thème « le sang français, hélas! a coulé », alors que, s'écrie Ahmed Francis, « aucune référence n'a été faite, dans la presse française, même gaulliste, au sang algérien qui coule, lui aussi, et depuis des années, et bien plus que le sang français ».



Ahmed Francis reprochera à la presse française de ► ne jamais faire état du sang algérien qui coule depuis des années, « et bien plus que le sang français ».

Dans les premiers jours de février, les deux leaders les plus « diplomates » du F.L.N. — Yazid et Dahlab — demandent cependant à leurs collègues de « dominer leur émotivité » et de ne pas se laisser aller, en public, à des « réactions irresponsables », qui pourraient compromettre un dialogue qu'il faudra bien, en tout état de cause, poursuivre avec de Gaulle. « Maintenant que nous avons « marqué le coup », dit Dahlab, et que nous avons clairement fait savoir que notre drapeau est un drapeau vert et blanc, et non un drapeau blanc, il faut lui indiquer astucieusement que nous sommes toujours prêts à reprendre les pourparlers avec lui. Nous devons être fermes, mais prudents. »

Fermeté mais prudence

La fermeté, mais aussi la prudence, sont effectivement visibles dans le numéro d'*El-Moudjahid* qui paraît le 5 février et qui utilise, dans l'ensemble, des termes moins violents que ceux employés dans la déclaration du G.P.R.A. du 29 janvier.

Ce numéro, particulièrement substantiel, du mensuel du F.L.N. contient six textes principaux : un éditorial sur « les assises de Tripoli », la déclaration du C.N.R.A. du 19 janvier 1960, la liste des membres du nouveau G.P.R.A. (avec une photo), la déclaration du G.P.R.A. du 29 janvier, l'appel adressé par le G.P.R.A. au peuple algérien et, enfin, un article intitulé « La dernière révolte des ultras » (illustré par une photo sur « l'Alcazar manqué d'Alger »). C'est ce « papier »-là qui retient surtout l'attention des observateurs.

El-Moudjahid commence par accuser de Gaulle de tenter d' « infléchir l'autodétermination dans le sens d'une action pour amener « la masse musulmane » à voter pour l'intégration française ». Il note cependant que « les forces qui ont porté de Gaulle au pouvoir ne le suivent pas » et que « paradoxalement, de Gaulle ne se maintiendra au pouvoir que s'il rétablit la paix en Algérie ». N'est-ce pas suggérer, par là même, au président français que, s'il ne veut pas être balayé par des opposants redoutables, il doit négocier sérieusement avec le F.L.N. ?

Albert Paul LENTIN

QUEL BEAU VOYAGE NOUS AVONS FAIT !

Pour le soldat confiné en plein bled dans un petit poste entouré de barbelés sur un « piton à vertige », la liaison avec le P.C. du bataillon se présente comme une fête. Il en revient joyeux, son camion chargé de munitions, de vivres et de boissons...



Nous sommes coincés en plein bled sur notre piton à vertige avec, autour, dans l'ordre, des barbelés, des villageois fourbes, des caillasses, des broussailles, des oueds taris, des pentes à crapahut et des fellaghas. A 500 lieues et plusieurs siècles de notre pays, du monde et de l'Histoire. Et de nos nanas bien balancées. Et des vieilles mamans déjà chenues.

Notre emploi du temps (cafard, foyer, corvées, patrouilles, cache-cache aux carrefours d'oueds, tarot, grande opé théâtrale, pétoche, garde de nuit) s'agrémente, tous les dix jours environ, d'une activité fabuleuse : la liaison. Une fête : la compagnie descend au P. C. bataillon

Certaines fois, le pitaine, ça lui prend comme une envie de pisser, d'autres ▶

le chef de bord guette dans le surplomb la silhouette, l'éclat métallique q

fois c'est parce que le secrétaire, le fourrier, le sergent d'ordinaire sont venus, la mine longue, lui mettre sous le nez le registre de solde, l'inventaire des munitions ou l'état des stocks. Sous la pression des faits, quoi ! Enfin, c'est parce qu'il y a, au P. C., quelque chose à prendre ou à amener — recrues ou libérables, renforts pour Alger la bouillante ou section opérationnelle à véhiculer dare-dare. Dans les trois cas le capitaine avertit sans ostentation cinq gars. Pas plus.

Le radio, pour qu'il annonce le convoi dans les prévisions du lendemain. Les trois gradés de commandement et un chef de section pour l'escorte. Tollé partiel : deux sections lésées. « C'est encore la 1re qui va se balader demain ! Nous, on est bon pour la garde et les opés ! »

Ce matin, en plus, il fait beau. On reconnaît les heureux : tenue réglementaire immaculée, casque au ceinturon neuf et arme à la bretelle. Les autres, en tenue panachée, chemise et pantalon de treillis, viennent traîner une savate désinvolte autour des bahuts ; méprisants. Dix harkis s'échinent à pousser le premier G.M.C. qui a pris froid cette nuit et reste insensible aux sollicitations du démarreur. Le radio court vers la jeep avec son calot pendu à l'épaule. On balance dans la caisse d'un camion, arrêté au magasin des godillots réformés, des treillis crevés, des sacs à viande à laver, des caisses de douilles exigées au matériel, une demi-douzaine de flingots aux mécanismes morts.

La gueule dans le vent

Le chef du village parlemente des deux mains devant le capitaine : il veut suivre le convoi dans son vieux Renault et caser sur un G.M.C. une femme enceinte à bout de course. On sort de l'infirmerie, sur brancard parachutable, le vieux fellouze en djellaba noire, blessé avant-hier d'une rafale de Mat.

Les camions sont alignés derrière la jeep, face à la sortie. Les moulins tournent, les chauffeurs s'énervent et regardent leur montre : « On va louper le vaguemestre, bordel ! et nos bafouilles vont encore perdre une journée ! » Le secrétaire fend la foule, ahanant sous une bâche de courrier d'un demi-mètre cube. Vite, bon Dieu ! Le pitaine enjambe la jeep comme un pur-sang et lève un bras. Il a mis sa veste matelassée et son chèche, lui. Il sait qu'un paquet de nuages monte de la mer et qu'on va geler.

La ligne de crête passée, on roule au-dessus du paysage sur une corniche âprement taillée à flanc de falaise — la largeur d'un camion un quart. Sous eux, dans un vide infini évasé jusqu'à la mer, les gars voient d'autres pitons moins élevés, des pentes encore plus profondes





La cuisine : des saucissons pendus aux poutres, de grosses miches de pain, un tonneau de vin, de la bière fraîche grâce au réfrigérateur. Allons ! le moral est bon

et, tout en bas, des oueds minuscules dont les rochers et les broussailles microscopiques se voilent, par instants, de nuages en lambeaux. Les bahuts vides foncent sous la double impulsion de la pesanteur et de l'impatience.

Le convoi s'étire, le camion précédent est au tonnerre de Dieu avec son petit panache de poussière et ses figurines cahotantes. Le chef de bord, une fesse sur le siège, une botte sur l'aile, le P. M. sur la cuisse, guette dans le surplomb la silhouette, l'éclat métallique qui annoncerait l'embuscade. La gueule dans le vent, grêlée de sable roux, il vitupère le premier camion qui bombe comme un dingue, le troisième qui mouille au lieu d'accélérer, et les distances, bon Dieu !

On a quitté la zone interdite. La jeep croise à toute volée des bourricots, des femmes également chargées de bois et qui se garent en plein ciel au bord du vide, des hommes ridés et secs aux tenues impossibles : calotte rouge, veston civil effondré, froc parachute, et qui saluent chaque véhicule dans le tintamarre, la poussière et les cailloux arrachés.

Bébert gémit à chaque secousse, la fluxion au creux de la paume. La fem-

...nnonçerait l'embuscade

◄ Dans un poste isolé du massif du Kouriet, où ne se trouvent que des rappelés, un coin de la chambrée. Au mur, les traditionnelles *pin-up*, chères au soldat.



me enceinte pâlit aux ruades rageuses des roues jumelées dans les ornières et, entre les deux rangs de chaussures, le vieux fell rebondit sur son brancard sans une plainte.

Et ça dure ! De virage affaissé en descente folle, de corniche précaire en goulet inquiétant, on approche. L'altitude diminue et le vacarme s'englue dans les oreilles bouchées. La pente s'adoucit, la piste traverse des vignes blanches de poussière, la mer abaisse sa barre bleue derrière un rang de cyprès. Voici la route. Règlement d'abord et casque lourd : quarante boules anonymes se mettent à dodeliner au-dessus des ridelles.

Tous les convois sont suivis en Q.A.P. et tout ce qui les concerne est exprimé en code, envoyé en graphie si possible.

Une barrière gardée coupe la nationale où trottinent les bourricots, les fatmas et les morveux pieds nus. De part et d'autre s'alignent sous les pins parasols des baraquements de parpaings et des véhicules à profusion. Dans l'ombre douce passent en tous sens ceux que nos cuistots appellent les planqués. Les rouleurs de mécanique du P. C. bataillon.

Les croisés en godillots

A partir de ce moment tout se passe sous le signe de la goinfrerie dans une hâte démente. Les gars sautent en marche dans la poussière et se bousculent du casque et de la crosse à la porte du bureau de base arrière. Enjeu : le courrier de dix jours. Toutes les filles de France écrivent chaque jour à leur croisé en godillots. Debout au milieu de la pièce, calé à la porte ; genoux sur les marches, on lit avec voracité ces proses stylées ou gauches, toutes ardentes, qui nous disent qu'un corps pulpeux et jeune attend le nôtre, bandé d'impatience. Mais il y a aussi des maladresses qui déchirent d'un grand coup notre tendresse exacerbée, des lettres sèches de dix lignes, des mutismes écrasants.

Un cabot-chef appelé pique debout le brancard déposé avec précaution, et le fell écroulé est relevé du poing, questionné, engueulé par un lieutenant avant même que nous ayons refermé la porte. La femme enceinte, sur le camion du fourrier, s'en va en ville vers l'hôpital installé en face du matériel.

Un autre bahut s'est mis à cul devant l'appro et se remplit jusqu'aux ridelles de caisses, de sacs, de bidons. Bébert pâlit à l'infirmerie pendant que le secrétaire promène ses lunettes de la solde aux effectifs, de la villa mauresque des offi-



« Cafard, foyer, corvées, patrouilles, cache-cache aux carrefours d'oueds, tarots, grande opé théâtrale, pétache, garde de nuit » : telles sont les servitudes du soldat, auxquelles s'ajouteront les corvées administratives, le manque de confort, la solitude et la promiscuité dans les postes isolés des montagnes. La « bouffe » prend alors une importance capitale : un bon repas avec les copains... et le cafard s'en va. Autres distractions prisées : les parties de cartes, la lecture, la radio. Et pour tous, isolés ou non, l'arrivée du courrier, toujours attendue.





Partie de volley-ball sous le soleil : saine occupation qui maintient les hommes en forme. Parfois aussi, un foot...

dans la bande, trois poivrots aux yeux fixes, quatre revenants, deux visages nouveaux...

ciers au bureau du contentieux harki.

Popaul n'a pas foncé pour rien. Il écrit sur son volant une réponse hâtive que le vaguemestre emportera dans dix minutes. Ceux qui vont au bordel intriguent et promettent de fabuleuses combines aux chauffeurs pour qu'ils les emmènent au P. C. régiment, en surnombre, avec un chargement de bouteilles de propane vides. A l'« Entrée-Bleue », si on se recommande de Camille et qu'on mentionne la compagnie, la petite Bretonne vous fait une deuxième passe pour rien.

Sous-offs A.D.L., fonctionnaires maintenus se payent le restaurant. Derrière la grille de protection, dans une vaste pièce aux mosaïques écaillées, on se colle trois anisettes, un loup au fenouil, une entrecôte et une fière dose de mascara, sous l'œil du patron mélancolique qui rêve des splendeurs passées.

Devant la base arrière, les sportifs dévoilent leurs académies blafardes masquées et gantées de hâle, puis se balancent à la mer et crawlent en gloussant comme des folles. Vite ! quinze jours d'appétits juvéniles à satisfaire en trois heures !...

Les gourmets, les paillards, les amants, les athlètes, comblés ou déçus, rejoignent d'instinct les camions alignés à l'ombre, bourrés. Le casque sur un genou, l'arme calée sur l'autre, des lettres plein les poches et la panse pleine de la bière du foyer, on s'assoit sur un casier à bouteilles, les pieds sur une caisse de cartouches, entre une gerbe ficelée de fusils neufs et un sac de patates ou de farine, le dos contre un bidon d'huile.

Dans la bande, trois poivrots aux yeux fixes, quatre revenants — convalescents, permissionnaires —, deux visages nouveaux : bleusailles qu'on fait monter sournoisement dans le bahut de Popaul afin de juger de leurs aptitudes. Des rumeurs joyeuses : la solde et les permes sont là. Euphorie ce matin, satisfaction maintenant. Le convoi remonte aussi joyeux qu'il descendit. Même la femme enceinte a réussi à accoucher entre-temps et se tasse sur la banquette, son marmot dans un torchon.

Tempête sous un casque : si je remonte par l'avant-poste, pense le capitaine, je le ravitaille et je l'alerte, mais je ne peux pas rencontrer le vieil Aouadi dans son village. Concilier renseignement, logistique et économie... Va pour la grande piste et le vieil Aouadi.

Là-bas, dans les jardins de la villa officier, un drame se joue : le sergent d'ordinaire et le fourrier galopent éperdument à la poursuite de leur cochon évadé qui se paye du bon temps dans les parterres et le gravier.

On grimpe ! A quinze pour cent. Avec au cul plusieurs tonnes de ravito, de ferraille et de chair humaine à ramener intactes et distinctes. Et on vire sur des épingles coincées entre le vide et la paroi.

On voit, en levant la tête, les dessous du bahut précédent qui a passé la courbe et qui moud la pente sous ses roues. De l'autre côté, on plonge sur le troisième, plein de caisses entrechoquées, opiniâtre, en train de grignoter la piste. Et puis à gauche toute ! Le bahut se cabre en gueulant et cogne la muraille. Marche arrière contrebraquée terrifiante jusqu'au vide et crac ! le frein à main suspend les roues au ras du trou. Puis patiemment, prudemment, crabots, réducteurs, moulin emballé, on repart à regret, à secousses. Vacarme, cahots, chaleur de four et pas un brin d'air. Une lenteur désespérante et une frousse intense à chaque reprise.

Le thé à la menthe du vieil Aouadi

Le dernier camion a rendu l'âme au beau milieu d'une fière pente, en pleine ligne droite. Et le chef de bord a eu ces paroles fleuries : « Vous allez vous remuer le cul, oui ou merde, pour aller vous foutre en protection ? » Quatre gars ont escaladé la rocaille à toute allure. Le sergent, au milieu de la piste, vide sa Mat en l'air pour alerter la tête du convoi et mettre le radio en écoute. Je t'en fous ! On n'entend que les échos qui grelotent au flanc des pentes. Le cochon choisit ces joyeuses circonstances pour s'évader une seconde fois, saute sur la bâche de la cabine, qui s'effondre. Puis il se met à gueuler pointu. Panique sacrée chez les harkis. « Mon moteur, ma bâche, enfin tout ! » hurle le chauffeur noir de graisse. Dépêtrer l'animal de la toile à coups de botte n'est pas une mince affaire. Et la panne est totale, le moulin usé jusqu'au cœur. Saloperie de convoi ! Ils perdent le sens de l'humour, les gars !

A mi-parcours, au village, la jeep s'est arrêtée. Le capitaine est allé boire le thé à la menthe avec le vieil Aouadi et ils ont parlé un grand quart d'heure, accroupis devant le gourbi.

Au poste, on a profité de l'absence du Vieux pour faire un foot, puis, le ballon parti pour toujours au-delà des barbelés, on attend le convoi, plein de naïves espérances. L'effectif rationnaire transmis en code suscite les suppositions les plus folles : « Cinq gars en plus ce soir ? — Cinq officiers ! — Ceux d'une nouvelle compagnie ! — La nôtre est relevée ? — Elle s'en va en Allemagne ! — D'accord, mais on emmène le chien ! » Comme des gosses qui n'admettent pas qu'un voyage n'apporte pas son lot de miracles. Et puis il y a le courrier à bord. Alors, on guette.

Mais de l'autre côté, face aux pitons fells, quatre hélicos tapent dur le long des oueds sombres. Le soir amène une menace.

Et voici le convoi ! La jeep d'abord et le pitaine qui rameute aussitôt les sous-offs d'un geste. Le camion de Popaul arrive avec retard, le troisième bahut accroché à ses basques. H

J.-P. BRÉSILLON

HISTORIA
magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mareyer*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Liliane Crété*
Chef service photo : *François Wittmann*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Roger Brisseau*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Adjoint : *Charles Meyer*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION ADMINISTRATION
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e. **Tél. 707-17-89.**
Telex 21311. Publis Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3 F — Belgique, 30 FB
Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 55, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES - Tél. 47.69.29.
CCP BRUXELLES 1502.34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
57 FF - 570 FB - 57 FS - Autres pays : 62 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 2 reliures dont 1 gratuite.
150 FF - 1500 FB - 150 FS - Autres pays : 190 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 5 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires en France.
BELGIQUE : 185 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Île, 1070-BRUXELLES CCP 416-53.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 134 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 49e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous [illegible] et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
Mars 1960

AFRIQUE

6 : troubles sanglants au Cameroun.
8 : signature à Addis-Abeba d'un accord soviéto-éthiopien.
12 : incidents à Élisabethville (Congo belge).
21-28 : violentes émeutes en Afrique du Sud à la suite de la campagne du Congrès panafricain pour la liberté de déplacement des Noirs.
30 : l'état d'urgence est décrété en Afrique du Sud. Le Conseil de sécurité est saisi du problème.

AMÉRIQUE

1-3 : visite du président Eisenhower au Chili et en Uruguay.
9 : voyage de David Ben Gourion aux États-Unis. Il se rendra ensuite en Grande-Bretagne.
10 : manifestations antiségrégationnistes dans le Sud.
12 : visite du chancelier Adenauer aux États-Unis.
20 : élections législatives en Colombie.
27 : élections législatives en Argentine. Victoire de l'Union civique radicale du peuple (parti d'opposition).
28 : entretiens Macmillan-Eisenhower à Camp David.

ASIE

1-2 : entretiens Nehru-Khrouchtchev.
15 : Syngman Rhee est réélu président de la Corée du Sud.
21 : Tchang Kaï Chek est réélu pour la troisième fois président de la République de Formose.
25 : visite à Tokyo du chancelier Adenauer.
29 : voyage du président Nasser en Inde et au Pakistan.
30 : protocole sino-soviétique sur les échanges.

EUROPE

2 : le général Norstad préconise la création d'une « force d'intervention intégrée au sein de l'O.T.A.N. disposant d'armes classiques et atomiques.
2 : le Conseil de l'O.T.A.N. reconnaît la loyauté de l'Allemagne dans l'affaire des bases militaires allemandes en Espagne.
3 : le pape Jean XXIII crée sept nouveaux cardinaux, dont un Japonais et un Noir.
5 : installation à Belgrade d'un bureau du F.L.N.
8 : message de Khrouchtchev à Eisenhower sur le projet Norstad.
10 : un compromis franco-américain sur le désarmement est présenté au Conseil permanent de l'O.T.A.N., qui l'approuvera le 13.
16 : ouverture à Genève de la Conférence des Dix sur le désarmement.
25 : Tambroni constitue le nouveau gouvernement italien.
28 : au cours du troisième consistoire, Jean XXIII nomme trois nouveaux cardinaux.
31 : conférence des ministres de l'O.T.A.N. sur l'affaire des bases allemandes.

(à suivre)

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



DE GAULLE : LA TOURNÉE DES POPOTES

Sommaire

● **Le général et l'armée**
Au lendemain de la « tournée des popotes », les choses sont-elles claires pour l'armée ? Le chef de l'État lui a-t-il indiqué clairement sa mission ? Certes, de poste en poste, le général de Gaulle s'est efforcé de définir son programme, mais y est-il parvenu ?

● **Bataille de Paris**
Qui se serait douté que le maquis le plus important, probablement le plus efficace et le plus riche du F.L.N. se trouvait à Paris ? Des mesures sont prises. Puis la police commence à trouver dans de gros sacs soigneusement ficelés des cadavres le cou serré par une fine cordelette tandis que d'autres sont repêchés dans le canal Saint-Martin...

● **La fin d'un grand espoir**
Février 1960. Après la reddition du réduit des facultés, les rues où s'élevaient les barricades ont été rapidement remises en état et rendues à la circulation. Les partisans de l'Algérie française commentent l'échec de l'insurrection.

● **Ambiguïtés de l'Élysée**
Au lendemain des barricades, un général écrit : « L'armée a l'impression pénible qu'on s'est servi d'elle. Le désaveu public qui lui est infligé lui paraît immérité. Que ce désaveu vienne du chef de l'État... » Un officier tire les conclusions de la visite du général de Gaulle, venu en Algérie pour rassurer l'armée.

● **Bataille des frontières**
Deux unités, les « diables rouges » et le 1er R.E.P., sont engagées à la frontière algéro-tunisienne... avec des missions bien différentes.

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 2e trim. 1973. - N° d'imp. C. 70.
Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2083. — Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL. — N° 303 - 9 avril 1973.

SCHNEIDER

L'Écho d'Oran

L'ECHO DE L'ORANIE — L'ECHO DU CHELIF



Au cours du Conseil des ministres presque exclusivement consacré à l'Algérie

LE GOUVERNEMENT DÉCIDE LA DISSOLUTION DES U. T.

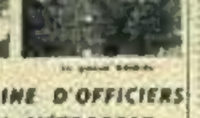
LES TERRITORIAUX POURRONT CEPENDANT ÊTRE APPELÉS A ACCOMPLIR DES PÉRIODES DANS L'ARMÉE ACTIVE OU LA GENDARMERIE

Elections cantonales en Algérie avant le 21 juin

Les généraux FAURE (Kabylie) GRIBIUS (Colomb-Béchar) et MIRAMBEAU (Saïda) sont relevés de leurs fonctions







UNE VINGTAINE D'OFFICIERS MUTÉS EN MÉTROPOLE

— LA JUSTICE MILITAIRE ET LA POLICE REORGANISEES
— LE SERVICE PSYCHOLOGIQUE DE L'ARMEE SUPPRIME
— LES PREFETS RETABLIS DANS TOUTES LEURS FONCTIONS

● SUITE PAGE 9

PLUS D'ÉCRAN

Un juge militaire sera nommé en Algérie dans chaque secteur

● SUITE PAGE 9

Joute oratoire au sujet de l'ancienne capitale allemande

STATU QUO A BERLIN RÉCLAME ADENAUER

GROTEWOHL : TRANSFORMATION DE BERLIN-OUEST EN VILLE LIBRE

● SUITE PAGE 9



EN ROUTE POUR LAS VEGAS

DERNIÈRE MINUTE

UN OBJET NON IDENTIFIE TOURNE AUTOUR DE LA TERRE

A PEINE TERMINES LES ENTRETIENS ITALO-SOVIETIQUES

KROUCHTCHEV EST PARTI HIER POUR SA TOURNÉE ASIATIQUE

PREMIER OBJECTIF : FAIRE CONTREPOIDS AU « VOYAGE DE BONNE VOLONTE » D'EISENHOWER

Décisions sur les salaires des fonctionnaires à la fin de la semaine

● SUITE PAGE 9

Le Congrès des indépendants renvoyé « sine die »

● SUITE PAGE 9

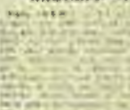
JEANNE D'ARC ANGLAISE



Un quadrimoteur serait tombé en mer

au large des côtes de Sardaigne

BILLET DE PARIS



IL N'EST BON BECQUE...

Le cardinal Stepinac archevêque de Zagreb est mort hier



● SUITE PAGE 9